

30
uitième année, N^{os} 21 et 22

Publication hebdomadaire

Un an : 47,50 frs ; six mois : 25 frs

Le numéro : 2,00 frs

Bibliothèque de l'Université
de Liège. — Périodiques

28. AOÛT 1928

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM!

FONDEE LE 25 MARS 1921

sous les auspices de

Son Eminence le Cardinal MERCIER

Directeur : L'ABBÉ R.-G. VAN DEN HOUT

Sommaire des vendredis 17 et 24 août 1928

La West-Flandre
Propos de vacances
Léopold I^{er}, Metternich et la question d'Orient
Politique et religion
Le bilan des mouvements internationaux
Du berger au savant
« Les chiens de Dieu »
La dictature ébranlée

Baudouin van de Walle.
Adolphe Hardy.
A. De Ridder.
Mgr Louis Picard.
Comte Gonzague de Reynold.
E. Suys, S. J.
Paul Halflants.
Giovanni Hoyois.

Les idées et les faits : Chronique des idées : Anniversaires patriotiques du 19 août, Mgr J. Schyrgens. — Rome. — France. — Italie.

Bruxelles : 11, boulevard Bischoffsheim

Tél. : 220.50. Compte chèque postal : 489.16.

CAISSE GÉNÉRALE de REPORTS et de DÉPÔTS

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : BRUXELLES, rue des Colonies, 11

Capital et Réserves : 355.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
[Comptes de Chèques et de Quinzaine
(taux variable)

-- Dépôts de Titres et de Valeurs --
Lettres de Crédit -- Prêts sur Titres
Coffres-Forts

Bureaux de Quartier :

Rue du Midi, 8, Bruxelles;
Rue de l'Autonomie, 2, Anderlecht;
Parvis St-Gilles, St-Gilles;
Place Saintelette, 26, Molenbeek;

Rue des Tongres, 60-62, Etterbeek;
Place Liedts, 18, Schaerbeek;
Rue du Bailly, 79, Ixelles.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Société anonyme fondée par arrêté royal du 28 août 1822

3, Montagne du Parc BRUXELLES

FONDS SOCIAL :

Capital . . . fr. 400.000.000.—

Réserves . . fr. 504.657.742.94

Total . . . fr. 904.657.742.94

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la Société Générale de Belgique est assuré en provinces par ses banques patronnées et leurs agences dans plus de 375 villes et localités importantes du pays.

VOLKSBANK VAN LEUVEN

(Banque Populaire de Louvain)

Rue de la Monnaie, 9 LOUVAIN

Capital : 30.000.000 francs.

Réserves : 7.300.000 francs.

19 SUCCURSALES ET AGENCES

Toutes opérations de banque, de bourse et de change
aux meilleures conditions

LOCATION DE COFFRES-FORTS

CREDIT ANVERSOIS

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGES :

ANVERS : 36, Courtois rue de l'Hôpital

BRUXELLES : 30, Avenue des Arts

175 Succursales et Agences en Belgique

FILIALES :

à PARIS

20, rue de la Paix

à LUXEMBOURG

55, boulev. Royal

Banque - Bourse - Change

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

La West-Flandre
Propos de vacances
Léopold I^{er}, Metternich et la question d'Orient
Politique et religion
Le bilan des mouvements internationaux
Du berger au savant
« Les chiens de Dieu »
La dictature ébranlée

Baudouin van de Walle.
Adolphe Hardy.
A. De Ridder.
Mgr Louis Picard.
Comte Gonzague de Reynold.
E. Suys, S. J.
Paul Halflants.
Giovanni Hoyois

Les idées et les faits : Chronique des idées : Anniversaires patriotiques du 19 août, Mgr J. Schyrgens
— Rome. — France. — Italie.

La West-Flandre ⁽¹⁾

Des dunes de la Mer du Nord aux rives de l'Escaut s'étend une vaste plaine sablonneuse où rien, il y a quinze siècles, n'aurait pu faire présager le jardin verdoyant qui s'appelle la Flandre.

Ces terres, laissées à elles-mêmes, présentaient une succession de marécages, de bois et de bruyères, traversés de-ci de-là par quelques petites routes, dont certaines avaient été frayées lors de l'occupation romaine pour défendre les confins de l'Empire. Au nord, la mer, mal contenue par de faibles dunes, envahissait régulièrement le sol mal affermi de la côte, et quand elle se retirait, elle laissait derrière elle de larges estuaires.

Mais des hommes énergiques et tenaces osèrent s'implanter sur ce sol revêché : ils se constituèrent en associations qui avaient pour but d'endiguer les eaux et de les drainer par un système ingénieux de canaux et d'écluses. Par un travail ininterrompu de plusieurs dizaines de générations, l'effort humain est ainsi parvenu à transformer cette plaine perdue en une des régions les plus riantes et les plus riches du pays.

Nul n'a mieux évoqué ces « ancêtres » créateurs du sol même de leur patrie que le poète Emile Verhaeren dans le poème liminaire des « Héros » :

*Ils se dressent là-bas à l'horizon des âges,
Dans un ennuement de grands gestes sauvages,
Parmi les flots gris d'un sol poreux et mou...
De l'aube au soir, avant que les lourdes marées,
Vague après vague, aient remonté l'amas des flots,
Chacun, marquant sa place et choisissant son lot,
Reve d'assujettir la mer démesurée,
Rusés et patients comme les éléments
Recommençant l'effort, qui tous les jours échoue
Pour conquérir, grâce au reflux, un peu de boue,
Ils semblent s'acharner à un travail dément...
Et tels, sous les yeux lourds et les brouillards de cendre,
Avec leurs yeux, leurs dents, leurs reins, leurs pieds, leurs bras,
Viollemment inventent-ils ce sol ingrat
D'où surgira un jour, aux temps d'orgueil, la Flandre.*

Ils sont sortis victorieux de la lutte, mais au prix de quel labeur ! Nos anciennes chroniques gardent le souvenir de quelques inon-

dations tragiques qui dévastèrent en une nuit les terres que ces vaillants pionniers avaient rachetées en plusieurs siècles : des villages entiers disparurent ainsi sous les flots.

Cependant le vent vint secourir les efforts des hommes : le sable, arrêté par les aspérités du sol, s'est accumulé tout le long de la côte et a formé ces dunes gigantesques, « pâte molle que vents et marées pétrissent éternellement ».

Comme un vivant symbole de cette âpre lutte de l'homme contre les éléments, elles s'étendent en une chaîne ininterrompue sur tout le littoral et surveillent inlassablement les tentatives de la mer, toujours prête à reprendre le combat et à envahir le plat pays.

Depuis un demi-siècle, la physionomie de la région côtière a beaucoup changé : des cités balnéaires ont surgi un peu partout, remplaçant les humbles villages de marins par les masses écrasantes de leurs hôtels et de leurs palaces. Pendant la belle saison, les étrangers cherchent dans ces centres de villégiature un délassement à la vie trépidante des villes et viennent respirer le bon air dans cette atmosphère saturée d'exhalaisons salines. Aux jours chauds de l'été, la plage prend un aspect de fourmilière : les enfants prennent leurs ébats dans le sable et sous la limpidité smaragdine du ciel c'est un chatouillement de couleurs bariolées.

Cependant cette animation saisonnière a quelque chose d'artificiel : les amateurs de la vraie nature préféreront s'attarder dans quelque coin plus retiré de Coxyde ou de La Panne, où les dunes plus profondes ont gardé un peu de leur charme sauvage.

Des sommets arrondis et jaunâtres se profilent, face à la mer, tantôt plus escarpés ou plus souvent érodés par les tourmentes : les sables mouvants sont retenus par une maigre végétation d'oyats, de juncs et de chardons bleus, que la brise de la mer agite en ondulations mouvantes, « chevelures larges et volantes » de ces cimes presque dénudées.

Rien de grandiose comme cette nature chaotique : que les dunes soient battues par les rafales de l'hiver qui soulèvent des nuages de sable, ou qu'elles miroitent sous le soleil de juillet qui fait valoir leur blancheur inaltérable.

*Car c'est le pays blanc des dunes
Que les siècles ont ravagé,
Pâles sables et mornes lunes,
Sommets fendus, sables mangés,
Montagnes mortes, une à une.*

VERHAEREN.

(1) Après le Limbourg de M. Geor. es Virrès et le Luxembourg de M. Thomas Braun, nous sommes heureux d'offrir à nos lecteurs la première de cette West-Flandre de M. Baudouin van de Walle qui paraîtra dans le troisième et dernier volume du *Miroir de la Belgique*. À l'auteur et à l'éditeur, M. Georges Mollard, nos vifs remerciements.

Nul poste plus favorable pour considérer l'océan que le sommet d'une de ces crêtes.

A l'avant-plan, de larges régiments de vagues blanches s'élèvent un instant, hérissant leur crête d'écume, puis s'effondrent sous leur propre poids et viennent mourir sur la plage unie. Plus loin, la nappe plus paisible est sillonnée de petites embarcations de pêcheurs dont la coque et les voiles harmonisent si parfaitement leur teinte brunâtre au fond tantôt bleu, tantôt gris de la mer et du ciel. Elles dansent au gré des flots, semblent sombrer dans un remous, puis relèvent allégrement leur proue sur une lame de fond.

On ne se lasserait pas de suivre la course folle des vagues accompagnée de son éternel murmure, si l'on n'en était distrait par le spectacle enchanteur qui se présente de l'autre côté.

A perte de vue s'étale une immense étendue verdoyante qui contraste singulièrement avec l'aspect aride des dunes.

Par-ci par-là émergent des tours carrées et trapues protégeant de petits villages de pêcheurs et des fermes blanches à la chaux.

Il faut la voir au printemps cette plaine riant qu'égaie de toutes parts une verdure fraîche et fleurie. C'est de vastes prairies aux taches blanches et jaunes, où pâture un bétail gras et paisible. Ces énormes chevaux de labour aux muscles saillants et ces vaches aux formes débordantes font l'orgueil des paysans flamands et ont inspiré certains de nos artistes comme Verwée qui exprima le mieux leur puissante beauté.

L'œil se perdrait dans ces larges étendues si l'horizon n'y était coupé par des rangées de saules et de peupliers tout tordus et inclinés du même côté par le vent du Nord. Tantôt ils ombragent les grandes routes et les chemins de terre; tantôt ils se penchent, tout vermoulus, sur les fossés et les canaux d'irrigation qui enlacent le plat pays de leur réseau serré; tantôt, en petits massifs protecteurs, ils étendent leurs bras au-dessus des fermes et des chapelles.

Elles ont leur cachet particulier ces fermes du Nord, éparpillées partout dans les campagnes, petits points blancs et rouges tranchant sur le champ de verdure. Un large fossé entouré de mousse et de roseaux les entoure, souvenir d'un temps qui n'est pas si lointain, où la vie, étant moins sûre, chaque famille devait veiller à sa propre défense.

Un porche, simple arcade percée dans un pan de mur, donne

accès dans la cour intérieure. Tout autour de celle-ci sont groupés les bâtiments : corps d'habitation à peine plus élevés que les étables et les dépendances qui leur font suite. De gros porcs et une volaille innombrable se prélassent dans le fumier et de ce grouillement se dégage une impression de vie et d'abondance. Tout autour de la ferme, les vergers en fleurs ajoutent une note claire et joyeuse à ce tableau champêtre.

Enfin, dominant au loin le pays environnant, se dressent comme des donjons les masses sombres des tours maritimes. Au milieu de chaque village on voit de ces énormes cathédrales sans proportion avec les agglomérations minuscules qui les entourent.

*Elles règnent sur le pays,
Depuis quels jours, depuis quels âges?
Depuis quels temps évanouis?*

Ces monuments sévères sont la fidèle image de la race énergique et un peu brutale qui s'y est maintenue à travers les âges. Ne descend-elle pas de ces anciennes populations où le sang de Francs s'est mélangé au sang des envahisseurs frisons et saxons? Étant restée presque libre pendant le moyen âge, elle a gardé un peu de cette sève héroïque des peuples indomptés, cultivateurs et marins aux mœurs frustes, mais de nature saine et vaillante, profondément attachés à leur terre, à leurs institutions et à leur foi.

Au sud de Bruges, l'aspect du pays change insensiblement. Le sol se relève un peu et présente par endroits de légers vallonnements, peu accusés d'abord, mais qui s'accroissent au delà de Thourout et de Thielt.

Dans ces régions s'étendait autrefois une vaste forêt qui coupait transversalement la Flandre d'un massif sauvage où les bois de chênes et de hêtres alternaient avec des bruyères arides.

Cette barrière, à laquelle César fait déjà allusion, arrêta la pénétration romaine. Plus tard, pendant les périodes de trouble,

des bandes de voleurs, dont les noms sont restés tristement célèbres, établirent leurs repaires dans ces solitudes. Certains vestiges de la forêt subsistent encore, notamment les communes de Wynendaele et de Lophem, et la célèbre forêt d'Houthulst. Mais à toutes les époques, les bois et les bruyères ont été entamés par ces défricheurs de profession qu'étaient les Flamands; actuellement de vastes cultures entourent les vertes frondaisons.

Rien ici ne rivalise avec les profonds massifs des Ardennes ou avec les hauts ombrages de la forêt de Soignes. Mais, tout pauvres qu'ils sont, ces petits bois « montant pensifs et recueillis » impriment au paysage une note inattendue.

Aux environs des villes ou de loin en loin dans le plat pays s'élèvent des châteaux dont les tourelles et les toits d'ardoises se devinent parmi les feuillages.

Il s'en rencontre de toutes les époques : simples maisons de campagne et cottages modernes, gentilhommières du XVI^e siècle, débris de manoirs féodaux. Le temps et les hommes ont fait disparaître beaucoup de ces monuments; mais il en reste assez pour que nous puissions nous imaginer ce qu'étaient ces somptueuses résidences seigneuriales que Sanderus délinéa avec tant d'exactitude et de

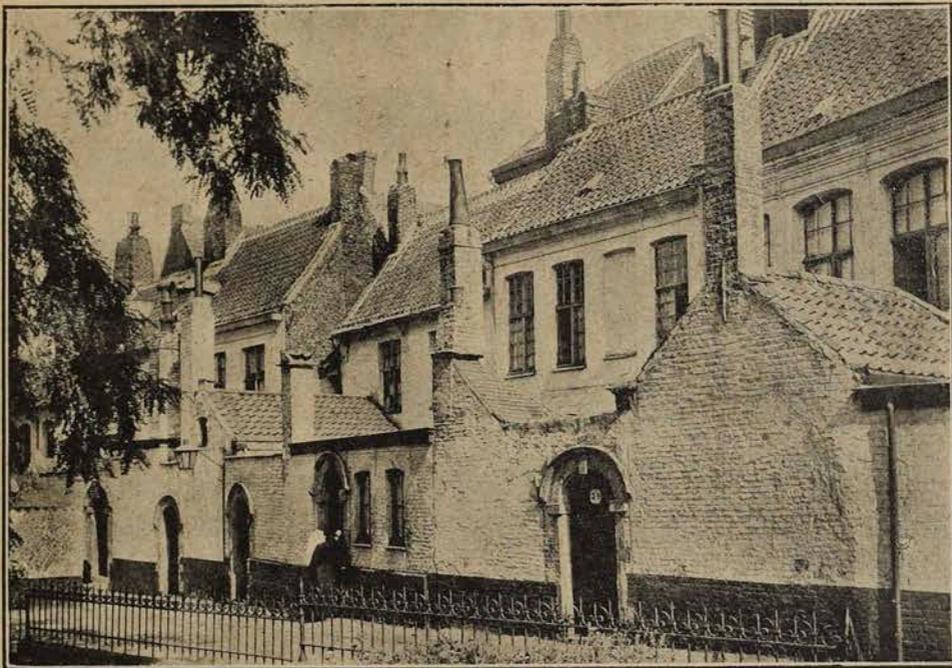


La chapelle de Saint Idesbald, à Coxyde.

pittoresque au dernier siècle de leur splendeur.

C'est aux portes de Bruges, le château de Male, où séjournèrent tant de nos princes : il donne même son nom au dernier comte de Flandre, Louis de Male, qui y naquit en 1330 et reçut dans ses murs nombre de visiteurs royaux. Au temps des luttes communales du XIV^e siècle, il a subi plusieurs sièges mémorables ; mais malgré que les pillages et les incendies l'aient tristement défigurés, son donjon, carré et massif, se dresse encore, percé de ses petites fenêtres gothiques et flanqué de poivrières aux quatre angles.

C'est encore le château de Wynendaele, une des plus anciennes résidences de nos comtes. Suivant la légende, Baudouin à la Hache, comme saint Louis à Vincennes, se plaisait à y rendre lui-même la justice à l'entrée du château, non loin du fameux champ de foire de Thourout. Trois siècles plus tard, Marie de Bourgogne, fille de Charles le Téméraire, fit une chute de cheval pendant une partie de chasse à courre qui se donnait dans les bois avoisinants et mourut à Bruges peu de jours après ; sa dépouille mortelle reposa longtemps en l'église Notre-Dame sous ce splendide mausolée de marbre et de cuivre ciselé que lui consacra la piété de ses descendants.



Le Béguinage de Courtrai.

quatre, ou empilées en meules pointues semblables à des huttes, se succèdent à perte de vue dans l'uniformité de la campagne.

A part le clocher rustique qui pointe au-dessus des arbres, aucune construction ne rompt la régularité du paysage, si ce n'est le moulin à vent qui, dressé sur sa motte, scande tranquillement sa mesure à quatre temps.

* * *

La Flandre du Nord ne possède aucun grand fleuve qui résume sa personnalité. Mais le sud de la province est réellement la création de la Lys, des chalands lourdement chargés s'y succèdent en longues files ; de petits ruisseaux s'en détachent pour arroser et féconder les plaines avoisinantes, mais surtout les industries textiles se sont concentrées le long de son cours.

La rivière coule, unie comme un miroir, entre deux berges inclinées et dépourvues de tout ombrage, partant majestueusement à la conquête du pays. Sur les deux rives les champs de lin aux teintes olivâtres se succèdent sans interruption. Après les récoltes, les gerbes sont étalées en longues files symétriques de faisceaux coniques, pareilles aux tentes innombrables d'un campement minuscule. Si la culture du lin a pris une telle extension sur les bords de cette rivière, c'est que ses eaux possèdent la vertu exceptionnelle de dissocier admirablement les fibres de la plante et les rendent ainsi propres au tissage.

Aux jours chauds de l'été, les ouvriers, retrouvant leurs pantalons de velours, descendent dans la rivière et y empilent les gerbes entre de larges cloisons de planches et entassent par-dessus de gros blocs de pierre bleue pour assurer l'immersion de la récolte.

En peu de jours les eaux ont accompli leur œuvre de décomposition, et les fibres ainsi préparées sont livrées, après l'asséchage, aux mains des écarteurs et distribuées entre les fabriques dont

Cependant les terrains défrichés ont été soumis à une culture intensive : en ce pays surpeuplé, la terre a acquis trop de valeur pour que la moindre parcelle soit laissée dans son état primitif. Toute la campagne fourmille de fermettes et de chaumières en briques rouges, éparpillées au hasard ou groupées à un carrefour de routes.

De larges fermes, du type franc, se rencontrent encore, groupant leurs dépendances autour d'un terre-plein central, et enfermées dans des douves aux eaux dormantes. Mais, le plus souvent, les habitations rurales n'atteignent plus à ces puissantes proportions : le paysan, plus pauvre dans cette région naturellement inféconde, restreint son installation aux éléments essentiels, une simple fermette, que le Flamand désigne du terme expressif de *borcwoonst*, ce qui signifie « habitation courte », réunit sous un même toit les pièces exigües et basses qui suffisent à abriter les hommes et les bêtes.

Le petit domaine s'encadre d'une haie de houx ou de hêtre, d'où émergent des bouquets d'arbres fruitiers dont les branches ploient sous l'abondance des fruits.

Au milieu des cultures de betteraves, de pommes de terre et de trèfle, les champs de blé, tout dorés, jettent une note riche et claire ; et, après les récoltes, les gerbes dressées quatre par

Grand Pèlerinage à Lourdes

avec visites de
PARIS, BORDEAUX, PAU, BIARRITZ, CAUTERETZ, GAVARNIE et LISIEUX
DÉPART : 11 Septembre 1928.

S'adresser aux PÉLERINAGES EDGARD DUMOULIN, 147, BOULEVARD ADOLPHE MAX, 147, BRUXELLES

es ateliers et les hautes cheminées se dressent autour des villes qui s'industrialisent.

N'est-ce pas à juste titre que les étrangers ont donné à la Lys le nom de « Rivière d'Or » ? Il faudrait lire dans le savoureux dialecte west-flamand les vers admirables où Guido Gezelle, le poète si pénétrant de nos campagnes, exalte cette rivière qu'il aimait tant à contempler :

« O! Jourdain de mon cœur! toi qui mesures les pulsations de ma vie! O Lys! ô fleuve flamand, avec quelle allégresse tu coules, étanchant les gras pâturages et débordant d'une joyeuse fertilité. Tu te diriges vers l'Escaut, et puis vers l'Océan, te creusant à toi-même un profond sillon; vieille et libre possession de la Flandre... »

« O terre promise et divine! O Jourdain des hautes régions du Nord! Qu'il est beau de voir le peuple rassemblé sous les ordres de Dieu, qui s'acharne des pieds et des mains autour de toi et fait vivre les bords de ta robe humide et mouvante dans sa lutte acharnée! »

Comme autant de bijoux qui parent le manteau de la Lys, les coquets villages et les villes riantes se mirent dans ses eaux et se succèdent à travers les riches campagnes. Si notre province respire en général l'activité et l'abondance, cette région-ci peut, néanmoins, s'appeler par excellence l'Eden des Flandres.

Nous sommes ici au cœur même de la Flandre. D'après la légende, la souche des vieux forestiers, ancêtres de nos comtes, trouverait son berceau dans le gros bourg d'Haerlebeke, dont la tour romane, percée d'une multitude de fenêtres cintrées, proclame l'antiquité vénérable.

Tout près de là, Courtrai se dressait comme une sentinelle sur le chemin que trace la Lys du royaume de France vers le centre du comté. Groeninghe nous rappellera toujours la journée mémorable où les corps de métiers s'illustrèrent en défendant héroïquement les libertés des communes et les droits de leur comte légitime. Sur ce ponce de terrain se décida peut-être l'avenir de notre patrie en formation.

Notre province résume les différents aspects de la Belgique. Nous y avons trouvé une région maritime, une région de plaine et une région fluviale. Pour compléter le tableau, une ligne de collines sablonneuses peu élevées, il est vrai, mais formant un arrière-plan imposant, s'élève au bout de ces campagnes indéfiniment unies.

Le voyageur qui s'avance vers l'Escaut voit le sol se relever progressivement, et, arrivé au haut de la crête qui court du mont Kemmel au mont de l'Enclus, il découvre un nouveau pays aux contours largement dessinés et aux horizons estampés de brumes argentées.

Dans les replis du terrain, d'anciennes fermes aux murs lézardés se cachent sous d'immenses toits de chaume. Au fond, le lit de l'Escaut marque depuis des siècles la frontière de la Flandre. Il la sépare du Hainaut, dont les éminences lointaines annoncent d'autres paysages.

Le mot « fleuve » est trop prétentieux pour qualifier l'Yser. Ce cours d'eau que des batailles glorieuses ont immortalisé dans la mémoire des hommes, présente à peine les proportions d'une petite rivière aux méandres inattendus, coulant paisiblement par les campagnes. Qui croirait que les brutales offensives allemandes se sont arrêtées devant ce mince obstacle au cours de la grande guerre. Et cependant, à ce seul titre, ce fleuve en miniature mériterait l'attention et le respect.

De plus, il est parvenu, malgré ses proportions diminutives, à imprimer à toute une région une physionomie bien pittoresque. Dernier résidu d'une longue succession de marais ou de « moeres » qui s'étendaient autour de Nieuport et qui se prolongeaient jusque près de Dixmude, il continue à fertiliser cette région par les innombrables canaux qui la sillonnent et qui y entretiennent une irrigation salubre. Aussi le « Veurne Ambacht » jouit-il parmi les paysans d'une réputation toute particulière : c'est le pays des gras pâturages, du beurre et du fromage. Furnes est comme la reine des polders, et ses grandes fermes aux allures cossues et seigneuriales rappellent les noms des florissantes abbayes cisterciennes dont elles constituèrent jadis la plus belle source de revenus.

Le nom de nos grandes cités de Bruges et d'Ypres appartient autant à l'histoire générale qu'à celle de la Flandre : dans ces lieux sacrés à vibrer pendant quelques siècles l'âme du monde. Mais n'oublions pas ce qu'il leur a fallu lutter et peiner pour atteindre à cette fortune étonnante.

Aux temps légendaires où des peuplades incultes croupissaient dans l'idolâtrie, d'intrepides pionniers de la foi comme saint Amand, saint Eloi et saint Bavon jetèrent les fondements de la civilisation et créèrent les premiers centres chrétiens autour de modestes chapelles en bois.

Cependant la Flandre présentait une situation politique assez paradoxale. Habitée par des populations de race et de langue germaniques, elle fut néanmoins rattachée au royaume de France lors du partage de l'empire de Charlemagne, et l'Escaut lui servit dorénavant de limite. De cette manière la Flandre se trouvait, plus qu'aucun autre pays de marche, au point de rencontre de deux cultures rivales et ce contact continu ne contribua pas faiblement à accentuer sa personnalité.

Quand les Normands s'abattirent sur les côtes et tâchèrent de faire disparaître les résultats de deux siècles d'évangélisation, les rois de France se sentirent débordés et confièrent à une puissante famille autochtone la défense des marches septentrionales. Cette dynastie, aux origines mystérieuses, issue peut-être d'anciens forestiers de Flandre, dut sa fortune à l'audace de son fondateur Baudouin Bras de Fer, qui ne craignit pas d'aller ravir la fille de son suzerain au cœur de la France pour en faire son épouse.

Ses successeurs furent des hommes de la même trempe : ils écartèrent les Normands, construisirent des châteaux et des bourgs aux points menacés de leur immense comté qui s'étendait de la Somme à l'Escaut.

L'histoire de Flandre au cours de ces siècles de formation n'est qu'une suite ininterrompue de guerres meurtrières : tantôt le comte se rebelle contre son suzerain, tantôt il lutte avec ses voisins, tantôt il réprime les révoltes de ses vassaux et les insurrections des communes naissantes; ces dernières guerroyaient entre elles et sont en même temps en proie aux factions des bourgeois et des corps de métiers qui se disputent le pouvoir.

Une fermentation continuelle d'aspirations et de volontés diverses devait donner à ce peuple conscience de sa force et préparer les orgueilleuses cités flamandes au rôle prestigieux qui leur était réservé.

En effet, pendant les périodes de paix relative, nos communes naissent et se développent, grâce au commerce et à l'industrie, et tentent à s'affranchir des liens féodaux. A partir de ce moment des centres urbains comme Bruges et Ypres atteignent une puissance à peine égalée par les républiques italiennes.

Le port de Bruges relié à la mer par un estuaire profond, voit affluer les navires des quatre coins du monde. L'industrie drapière,



La vierge du portail de l'église Notre-Dame à Poperinghe.

en particulier, jouit d'une réputation universelle.

L'hégémonie commerciale de Bruges atteint son apogée aux XIII^e et XIV^e siècles.

Les ducs de Bourgogne, reprenant l'héritage de ces vingt-trois comtes de Flandre qui avaient tant contribué à la grandeur de leur État, gardent une prédilection marquée pour ce comté, leur plus ancienne possession dans les Pays-Bas. Ils tirent pendant longtemps leur cour dans leur bonne ville de Bruges, qui semblait destinée par sa splendeur à donner à cette riche maison le cadre artistique et monumental qui lui convenait. Ils lui imprimèrent ce caractère élégant et fastueux qu'ils apportèrent de France et adaptèrent au génie flamand. Leur cour, la plus brillante d'Europe, se composait de nobles seigneurs et de hautes dames; mais, de plus, ils avaient attaché à leur service particulier l'élite des peintres et des enlumineurs, des sculpteurs et des orfèvres, des poètes et des musiciens, qui exaltaient le prince en même temps que le pays hôte qui les avait reçus.

Hélas! à la fin du XV^e siècle la Flandre devait perdre le prestige que lui avait assuré la faveur de nos ducs. Le port de Bruges, qu'avaient lentement envahi les bancs de sable, périclita devant la fortune naissante d'Anvers. Un peu plus tard, les troubles religieux et les guerres contre la France achevèrent de ruiner les villes et les campagnes. D'ailleurs, quand nos princes eurent transporté définitivement leur capitale à Bruxelles, la ville de Bruges perdit peu à peu son caractère de métropole intellectuelle et artistique.

Depuis lors, nos cités se sont figées et se sont enfermées dans leur passé. Elles ont gardé leur vieille parure de monuments, accumulés au cours de leurs siècles de gloire; mais ces splendeurs ne sont plus que le décor d'une prospérité disparue.

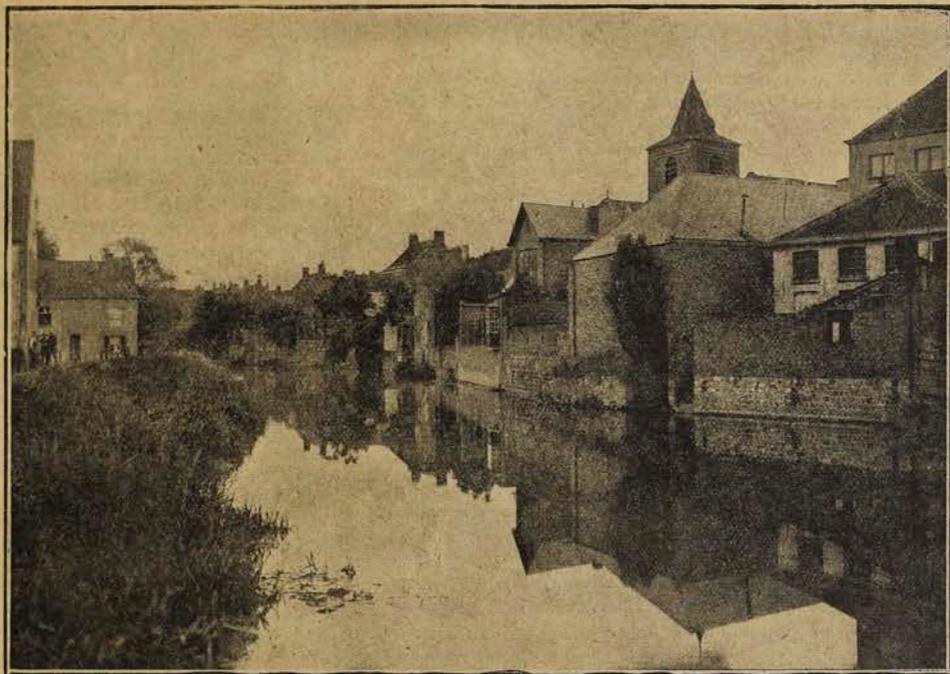
Peu à peu les contours se sont estompés. Le temps a déposé sa patine veloutée sur toutes les surfaces qui jetaient un éclat trop neuf; le vent et les pluies ont imprimé aux pierres cette teinte grisâtre et passée qui s'accorde mieux avec l'atmosphère brumeuse des contrées septentrionales; en un mot, la nature a merveilleusement achevé ce que la main de l'homme avait commencé.

Les moindres pierres sont chargées de souvenirs; les monuments se succèdent sans interruption, énumérant les événements historiques, évoquant la prospérité commerciale et la grandeur de la cité.

Ces canaux étroits, dormant entre deux quais ombragés de vieux arbres envahis par des jardinets en fleurs, étaient sillonnés il y a cinq siècles par d'innombrables navires, chargés des richesses de tout le monde connu : laines d'Angleterre, pelletteries du Nord, feronneries d'Allemagne, vins de Portugal et de Grèce, draps et soieries d'Italie, tissus de Damas, essences d'Orient et même des singes et des perroquets venant des comptoirs portugais d'Afrique!

Bruges servait alors de débouché et d'entrepôt au commerce européen. Elle se trouvait à l'aboutissement de la route d'Allemagne, faisait partie d'une hanse puissante et commandait aux industries drapières des Flandres; son port ne cessait d'embarquer des marchandises aux destinations les plus lointaines.

Qui croirait maintenant que cette rue silencieuse et déserte,



La Lys à Menin.

bordée de maisons aux pignons délabrés était un des quartiers où les commerçants de vingt nations possédaient leurs hôtels et leurs comptoirs. (1)

BAUDOIN VAN DE WALLE.

Propos de vacances

Le citadin compte, parmi ses petites habitudes, celle-ci : il lui faut, à une certaine date traditionnelle, clore hermétiquement ses persiennes, mettre des housses sur ses meubles, saupoudrer de poivre ou de naphthaline son linge et ses literies, faire ses malles et partir. Il est de bon ton pour lui de gagner, une fois par an, la plage ou la montagne. Il y va donc ponctuellement, au début de chaque vacance d'été; et il ne s'y trouve pas installé depuis huit jours qu'il y traîne, déjà, le regret nostalgique de son vrai chez soi.

Qu'importe? Il faut qu'il s'en aille. La poussée est là, impérieuse, irrésistible. Les de X. sont à Ostende. Les van Y. sont à Spa. Il serait vraiment malséant qu'il ne se rendit pas, comme les autres, ici, ou là, seul, s'il a la bonne fortune d'être célibataire, et, s'il est marié, avec sa légitime et sa maisonnée en délire. C'est dans l'ordre. Et voilà comment beaucoup de Bruxellois quittent la capitale au moment précis où il serait tout à fait charmant et intéressant d'y rester.

Je connais, en effet, peu d'endroits, sinon plus pittoresques et plus sauvages, — qu'on m'entende bien — du moins plus reposants et plus sains que ceux qui s'échelonnent à plaisir parmi les horizons verdoyants de la banlieue bruxelloise.

Ici, le bois de la Cambre et la forêt de Soignes, aux grandes

(1) La seconde partie de cette étude paraîtra dans notre prochain numéro.

avenues bordées de taillis et de pelouses, de combes et de futaies, offrent aux amateurs de lentes flâneries rassérénantes, leurs innombrables buts de promenades : c'est le *Vert Chasseur*, avec ses drèves lumineuses où se déchire, dans un exquis gémissement, l'aile transparente des brises; c'est le *Vivier d'Oye*, aux sapinières odorantes que ne trouble aucun bruit et que remue à peine le saut aérien d'un écureuil rôdant de cime en cime; c'est la *Petite Espinette* dont les sentes, riches en menthes et en origans, donnent à l'air un goût très caractéristique de miel frais.

Là, les chaussées herbues et les berges en fleur du *Marly* réservent, aux rêveurs, l'occasion de méditer à l'aise dans la solitude la plus poétique, avec, pour tout horizon, le bleu de l'eau, le vert des feuilles et le brun-jaune de la terre.

Ailleurs, je pourrais citer, au hasard, Tervueren dont les coins boisés enlèvent leurs déchirures d'or vert sur une bande d'un bleu pâle que jalonne, ça et là, par ces beaux soirs d'août, de légères franges roses; les trois Woluwé qui, par les jours bien ensoleillés, avec leurs maisonnettes d'une blancheur éclatante sous leurs coiffes de tuiles rouges, donnent la plus chaude valeur pittoresque aux paysages, d'alentour; Watermael, silencieusement assoupi entre ses étangs mélancoliques où des bandes de carpes renommées promènent, à fleur d'eau, leurs écailles nacrées, avec des lenteurs d'escadres; Uccle, enclavée entre ses bois; Linkebeek, caché entre ses chemins creux; Ruysbroeck, riant sur son canal; Overyssehe l'archaïque; La Hulpe, au ruisseau d'argent; Beersel, aux ruines émouvantes; Gasbeek, au manoir restauré.

Personnellement, j'avoue n'avoir jamais beaucoup fréquenté les villes balnéaires en renom, les endroits à eaux spéciales, les grands centres de villégiatures à la mode; mais le peu que j'en ai pu voir a suffi pour m'édifier sur les avantages hygiéniques, les propriétés curatives et le genre de distractions salutaires qu'on y trouve, notamment en ce qui concerne les sports à outrance, la débauche publique ou clandestine, les bals et les cercles de jeux.

On ne peut s'imaginer, en effet, à quel point une longue succession de nuits consacrés à la danse ou au baccarat est efficace pour retaper un organisme épuisé ou pour remettre une anémie ou un neurasthénisme sur pied!

Ceci réveille en ma mémoire une aventure assez piquante dont un de nos avocats bruxellois bien connu fut, l'an dernier, l'un des acteurs, et qu'il m'engagea, lui-même, à publier. Celui-ci, vers la mi-septembre, revenait d'Ostende, brûlé par le sable et le soleil, fourbu par le « charleston » et détraqué par la « dame de pique ». Au boulevard du Nord, la première personne qu'il rencontre est son ami, un poète dont vous me permettez de taire le nom, qu'il avait laissé, à son départ assez souffrant, et qu'il est tout surpris de retrouver frais, allègre et vigoureux.

« Ah! voilà! Ma bonne mine t'étonne », fit le poète; eh bien, mon vieux, six semaines de villégiature ont suffi pour me retaper comme tu vois; six semaines de villégiature exquise, de vacances charmantes, incomparables... »

— Où ça?

— Pas loin.

— Mais encore?

— Ici même. A Bruxelles.

— Tu plaisantes?

— Pas le moins du monde. Ecoute plutôt. Tu pourras, peut-être, en tirer profit, car tu m'as l'air passablement dégomme. Depuis la fin de juillet, je me suis imposé une espèce de régime simple, agréable, intéressant, d'une efficacité merveilleuse et, avec ça, relativement économique. Quand je te disais à *Bruxelles*, je faisais

une légère erreur; pour être tout à fait exact, j'aurais dû dire à *Uccle*.

— C'est tout comme.

— Eh bien, imagine-toi que j'ai déniché là une chambre, dans une ferme, sous les feuilles. La maison est située presque à la lisière du bois; enfouie à demi dans un vieux jardin plein de pruniers noirs de fruits, elle se trouve complètement isolée des maisons voisines. Mes fenêtres disparaissent sous un rideau de plantes grimpanes et fleuries. A droite, toute la houle des feuilles, avec leurs gammes interminables de tons verts. A gauche, la campagne avec ses horizons ensoleillés et ses bouffées odorantes...

— Poète, va!

— Et paysan! — Dès le point du jour, je suis réveillé par l'aube des hirondelles. Et, tandis que les premiers rayons jouent à cache-cache parmi les tentures de mes fenêtres et de mon lit, je me découche, la jambe alerte et le cœur joyeux. Je fais rapidement ma toilette et, après un tour de jardin, je déjeune sous un rideau de volubilis remontants dont la pluie de clochettes emperlées de rosée est merveilleuse quand le soleil n'a pas encore refermé les fleurs. C'est la récompense quand on se lève matin. Puis, lesté d'œufs et de lait, je vais continuer ma cure d'air par monts et par vaux, emmi les haleines forestières, les odeurs des serpolets, des hysopes et des marjolaines. Ni livres, ni journaux, ni papier, ni crayon. Vacances complètes pour la pensée et pour le travail intellectuel. Je grimpe aux pentes des talus, je dévale au bas des friches, je longe les étangs, je plonge dans les chemins creux et les sous-bois où des métairies solitaires me fournissent l'occasion de me reconforter, en plein vent, de mets simples, authentiques, sains et savoureux. Parfois, je sommeille dans l'herbe tiède, tandis que le soleil des siestes enfille les trouées des feuillages et trempe le bout de quelques rayons furtifs dans l'onde limpide et fraîche. Et ainsi tout le jour. Puis quand la nuit, avec son démiolor d'ébène commence à peigner ses cheveux sombres, d'où tombent, perle à perle, les étoiles, je rentre affamé et aussitôt mon diner avalé, je gagne ma chambre et je m'endors, la fenêtre large ouverte, bercé par la sérénade des grillons noctambules... Et voilà!

Conclusion : Le poète et l'avocat sont en train, cette année, de villégiaturer ensemble... à Bruxelles, ou plutôt à Uccle. Ils s'en trouvent à merveille, car ce qu'ils rencontrent là, c'est ce que nos grands centres de villégiature ne leur ont jamais donné, c'est la cure de repos et de tranquillité. Ils en ont assez de cette poussière errante que l'été fait flotter sur les boulevards mondains, de cette poussière qui sent un peu de tout : le cigare, la bière, le crotin de cheval, l'essence d'auto, la poudre de riz, la sueur, le muse, et, parfois, la rosethé, quand passe une bouquetière. Ils ont constaté que les plus admirables kursaals du monde, les hôtels les plus élégants et les plages les plus renommées n'offriront jamais, au point de vue de la santé physique et morale, les avantages d'un vieux jardin de campagne fleuri de giroflées quarantaines, de capucines, de phlox, de verveines et de résédas. Et, au lieu d'aller demander à des villes d'eau ruineuses et à des horizons truqués de problématiques délassements de vacances, ils savent par expérience qu'ils ont tout à gagner en s'installant, pour quelques semaines, à une lieue de chez eux, dans un des coins de notre forêt de Soignes qu'ils trouvent si délicieux, même après avoir vu ceux d'Ostende, de la Suisse ou des Pyrénées.

ADOLPHE HARDY.

Léopold I^{er}, Metternich et la question d'Orient en 1840⁽¹⁾

Léopold I^{er} au prince de Metternich.

Claremont, le 13 août 1840.

C'était mon intention d'écrire de Paris à Votre Altesse, mais, par suite de la brièveté de mon séjour dans cette ville, j'ai dû remettre la chose. Je ne veux pas attendre plus longtemps et je m'efforcerai de traiter pratiquement les faits du jour en peu de mots.

L'impression produite à Paris (2) a été très grande, et j'ai été heureux de m'y trouver fortuitement, car j'avais eu l'idée de ne pas y aller faute de temps. En réalité l'impression n'aurait pas dû être tout à fait ce qu'elle a été, principalement celle produite sur le gouvernement; mais Thiers était extraordinairement irrité et toutes les idées de vengeance et d'aventures, telles que seul un homme de sa nature peut en concevoir, se croisaient en lui avec la rapidité de la foudre.

L'impression sur le public fut peu commune, et on peut ajouter déraisonnable; il voyait dans l'affaire une union des quatre Puissances contre la France, qui, une fois encore, se trouvait isolée; et les plus calmes eux-mêmes pensaient: s'il en est ainsi, nous leur montrerons que nous savons encore nous battre, etc. Je m'efforçai, autant que possible, d'apaiser tous ces gens surexcités et offensés, et je crois avoir atteint un certain résultat, mais je ne peux pas cacher à Votre Altesse que beaucoup de passions mauvaises et somnolentes commencent à s'éveiller d'une manière significative. Je ne veux pas me prononcer ici sur la valeur de la convention, mais je vous prie de bien vouloir considérer quelles manières inflammables vous avez confiées aux mains de gens tels que lord Ponsonby (3), capitaine Napier (4), et autres semblables. Parlant de ce dernier, lord Melbourne me disait encore avant-hier qu'il avait la plus grande crainte que cet homme ne commette un acte désespéré. Nous sommes donc livrés à la volonté de ces gens, et par suite de l'éloignement nous sommes tout à fait impuissants pour empêcher le mal qui entrainera peut-être les pires complications et ébranlera l'Europe dans ses bases, et tout cela à seule fin que la Porte règne en Syrie!

Nous devons chercher à sortir de cette situation. La convention n'est qu'un acte isolé de quatre Puissances ayant pour but de protéger la Porte contre l'Égypte; l'effet sera temporaire, et lorsque l'entreprise aura heureusement abouti, la Porte sera exactement aussi exposée et aussi misérable qu'auparavant. Le but de la mesure, ainsi que ma nièce (5) l'a dit dans son discours (au Parlement) est l'indépendance de la Porte; si on veut atteindre ce résultat, et que quatre des cinq Puissances le veulent réellement, le moment est venu de le dire: un traité doit être conclu entre les cinq Puissances et la Porte, en exécution duquel les cinq Puissances prennent sous leur garantie l'intégrité territoriale actuelle de l'empire ottoman, à la France on peut dire: Vous n'avez pas voulu participer aux mesures coercitives contre l'Égypte, parce qu'elle paraissaient dangereuses pour la paix de l'Europe; mais vous avez toujours déclaré que vous désiriez sincèrement la conservation de la Porte, en conséquence mettons un terme au désaccord momentané des Puissances et signons un traité qui assure pour longtemps l'existence politique de la Porte.

Je fatiguerai inutilement Votre Altesse en vous exposant encore ce qu'à mon avis un tel traité serait pour la paix de l'Europe. Vous m'avez toujours paru désirer une solution complète du problème, et je crois que grâce à un traité de ce genre on pourrait encore maintenir la Porte en vie pendant de nombreuses années; mais je dois vous avouer franchement que je ne vois pas comment elle pourrait subsister sans la garantie des cinq Puissances.

Je dois encore ajouter une observation tout à fait impartiale. Ne croyez pas que l'explosion de l'opinion publique en France

ne soit que de la bravade; il y en a peut-être un peu; mais il y a néanmoins dans ces manifestations une grande et dangereuse sincérité, et il est d'une impérieuse nécessité, de réconcilier la France avec les quatre autres Puissances.

Léopold I^{er} au prince de Metternich.

Château de Windsor, 23 août 1840.

M. de Neumann (1) pourra rendre compte à Votre Altesse d'un entretien que j'ai eu avec lui. Comme le temps me manque malheureusement pour vous écrire une lettre détaillée, je me bornerai aux points pratiques. Le moindre incident peut faire naître de la situation actuelle entre l'Angleterre et la France un duel politique. Il ne s'est encore rien produit qui puisse mettre les témoins dans l'impossibilité d'arranger l'affaire, mais cela peut arriver d'un moment à l'autre. Nous devons avancer pas à pas pour sortir de cette situation dangereuse. Depuis que je suis ici j'ai travaillé sans interruption et j'appelle Votre Altesse à l'aide. Lord Palmerston adressera à lord Granville (2) une dépêche dans laquelle il cherchera à remettre les choses au point; il y dira notamment que la Convention n'est autre chose qu'une mesure qui concerne un cas spécial, la question égyptienne, et que si la France n'y participe pas, c'est par suite de sa décision de ne s'engager à rien dans cette question; qu'il sera nécessaire de régler la situation générale de la Porte et d'assurer son existence politique par un traité avec les cinq Puissances; que l'on désire connaître les intentions du cabinet français à cet égard. Dans l'entretemps, on verra ce que Méhémet-Ali se propose de faire; s'il cède, la question sera résolue; s'il ne cède pas, les cinq Puissances devront bien s'entendre pour savoir ce qu'il y a lieu de faire.

Je me permets maintenant de vous exprimer un vœu, en faveur duquel j'ai gagné lord Melbourne, mais qui ne pourra naturellement être proposé à lord Palmerston qu'avec de grands ménagements; je désirerais que cette question orientale fût rapprochée de l'Orient, qu'elle fut portée à Vienne.

Ici, après la querelle intervenue entre les Puissances maritimes, elle conservera toujours un caractère désagréable et dégénérera en malentendus anglo-français, qui inquiéteront beaucoup l'Europe. Sous la sage direction de Votre Altesse, ce caractère s'adoucira et l'arrangement final avec Méhémet-Ali, de même que le traité destiné à garantir l'existence de la Porte seront réalisés plus facilement et avec moins de risques.

Ce dernier traité, je le considère, après mûre considération des circonstances, comme indispensable, car sans lui nous ne sortirions d'une crise que pour entrer dans une autre, et toute la carte de l'Europe courrait grand risque d'être bouleversée. La France dira toujours avec quelque droit: si une Puissance quelconque de l'Europe s'agrandit, nous aussi nous désirons nous agrandir dans la même mesure.

J'apprends que Votre Altesse a vu une menace inopportune dans les armements de la France. Pour être équitable, il faut cependant tenir compte de l'impression considérable que la Convention a faite en France; de plus que le texte n'en a pas été communiqué à la France, et que l'on savait pourtant qu'il prévoyait des mesures de contrainte qui pouvaient être la cause immédiate d'un déclenchement des hostilités en Orient. Dans ces conditions, n'importe quelle Puissance, qui se serait trouvée dans une situation analogue se serait armée immédiatement, et si l'on considère la situation délicate dans laquelle se trouve le roi Louis-Philippe, et combien il a été critiqué à propos de sa politique extérieure, on comprend qu'il ne pouvait pas agir autrement. Mais c'est ici que git le grand danger d'un duel; il pourrait se présenter des circonstances dans lesquelles le Roi, en dépit de son grand amour de la paix, n'aurait plus le choix; il ne faut pas, à la légère, le placer dans une situation pareille.

Je désirerais beaucoup entendre quelques mots de Votre Altesse sur cette affaire importante.

P. S. — Enfin, je dois encore faire remarquer que si la question égyptienne était résolue par le grand traité, celui-ci devrait absorber la convention du 15 juillet, conformément à des exemples analogues fournis par la question belge en ce qui concerne le traité du 15 novembre 1831.

(1) Diplomate autrichien.

(2) Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

(1) Voir la Revue du 10 août 1928.

(2) Par le traité de Londres du 15 juillet. Cf. vicomte de Guichen, *op. cit.*, p. 323.

(3) Ambassadeur britannique à Constantinople et adversaire très agressif de la politique française en Orient.

(4) Amiral commandant les forces navales anglaises sur les côtes de Syrie.

(5) La reine Victoria.

Le prince de Metternich à Léopold I^{er}.

Koenigswart, le 2 septembre 1840.

J'accuse à Votre Majesté la réception de ses gracieuses lettres des 13 et 26 août de cette année. Si j'ai tardé de répondre à la première, c'est parce que je supposais que ma réponse ne La trouverait plus sur le sol anglais.

Si Votre Majesté attache une grande importance à la question d'Orient — et tel est le cas — Elle a parfaitement raison. Cette question est le problème politique le plus agité du jour; il est difficile à résoudre parce qu'une foule de choses se sont greffées sur lui, qui, bien pesées, n'ont absolument rien de commun avec lui. Il en va de même de l'affaire turco-égyptienne, comme cela arrive toujours, lorsqu'on introduit ou lorsqu'on cherche dans une question des éléments qui n'en sont plus partie. Alors la question cesse d'être la question et elle court le danger d'être étouffée sous les points accessoires ou de disparaître tout à fait. Tel est le cas dans sa phase actuelle de la question du jour, laquelle n'est que la suite des phases antérieures.

Il n'existe pas de problème plus simple que le problème turco-égyptien. Débarrassée de tout élément étranger, la question se résume en ceci: l'Empire doit-il subsister ou doit-il devenir la proie de l'un de ses vassaux, ou bien, ce qui revient pratiquement au même, va-t-on par une nouvelle dissolution de cet empire, ouvrir aux puissances européennes un champ immense de troubles, comme une arène à des hommes belliqueux et ambitieux? Voilà la question exposée sous son vrai jour. Or qu'a-t-on fait de cette question? Une lice morale — mieux vaudrait dire immorale — pour des combats très dangereux entre des individualités présomptueuses, passionnées, mal disposées et, par conséquent, susceptibles et se sentant faibles, et un champ sur lequel, dans la pénombre, tous ceux qui trouvent l'occasion de s'emparer d'un rôle, sont prêts à faire leur bonheur aux dépens des autres. Parmi les victimes de pareilles manœuvres se trouve en tout premier lieu la paix du monde.

Avançons un peu et demandons-nous si la question est réellement aussi simple dans l'esprit des quatre Cours qui finalement — et Dieu sait que la fin (?) n'emporte son droit qu'à la fin — sont arrivées à une décision? A cette question, moi qui connais les opinions, je réponds un oui catégorique; oui, les quatre Puissances ne cherchent dans leur convention du 15 juillet pas autre chose que ce que la Porte y cherche elle-même; elles veulent conserver l'Empire turc et elles sentent que diviser un empire en deux parties serait déjà en soi-même ne pas le conserver, s'il n'y avait pas en outre la circonstance que la partie du vassal nominal serait de beaucoup la plus compacte, la plus riche et la plus facile à défendre. Le statu quo de Koulahia (1) datant de 1833 qu'était-il et comment aurait-il pu être autre chose qu'une capitulation dans le sens d'un armistice entre le Sultan vaincu et son vassal victorieux? C'est de cette situation qu'est sortie la matière de l'affaire turco-égyptienne. Ce n'était pas encore la question proprement dite. Celle-ci ne s'est posée formellement que lorsque Méhémet-Ali a exigé du successeur de Mahmoud l'héritage du pays qu'il ne faisait qu'occuper, c'est-à-dire le partage de l'Empire et qu'il a voulu imposer celui-ci comme une suite de la bataille de Nézeh (2). L'impossibilité d'accéder à une telle demande était tellement justifiée par la nature des choses et tellement évidente pour notre conscience que nous avons adressé un appel aux autres Puissances pour les inviter à s'entendre et à s'unir entre elles et avec la Porte. C'est ici que commence l'affaire turco-égyptienne.

Aussi longtemps que l'on a laissé la question sur son propre terrain, elle est restée simple. Aussi la note collective du 27 juillet de l'année dernière était-elle l'expression sincère des sentiments des cinq grandes Puissances. Si, aujourd'hui, l'une de ces Puissances s'exprime différemment au sujet de cette note, c'est uniquement parce que l'on a introduit dans la question des éléments qui lui sont étrangers.

Votre Majesté qui a été récemment à Paris et à Londres devra reconnaître la gravité du tableau que je viens d'exposer. Vous ne pouvez pas douter que l'Angleterre ne songe pas à des conquêtes. Ce n'est pas la peine de mentionner l'Autriche et la Prusse, lorsqu'il s'agit de conquêtes en Orient et du maintien de la paix politique en

Occident. Il reste donc la Russie qui pourrait vous paraître suspecte. Or je pose comme un fait que l'empereur Nicolas ne songe à aucun agrandissement aux dépens de l'existence de l'empire ottoman (3) et ce pour la raison tout à fait catégorique qu'il ne peut pas y penser. La Russie devra accepter ce qu'on lui donnera et si l'Empire turc vient à être partagé entre Méhémet-Ali et le Sultan, la partie européenne de l'Empire sera donnée au voisin, car le pays doit bien appartenir à quelqu'un et personne ne le posséderait moins que le Sultan affaibli. Parmi les absurdités énormes de notre temps, il en est une qui consiste à imputer des intentions destructrices à ceux qui ont des vues conservatrices comme c'est le cas dans la question du jour.

J'arrive maintenant au mauvais côté de l'affaire, c'est-à-dire l'attitude de la France. Celle-ci ne présente pas une seule face avantageuse ni pour la France elle-même ni pour le reste du monde; elle est l'expression d'un malaise profond, d'un aveuglement volontaire et le symptôme d'une susceptibilité qui ne peut être que la conséquence de la faiblesse.

Que Votre Majesté ne croie pas que je mets en doute les intentions de la France quant au maintien de l'Empire ottoman, ou plutôt d'un Empire musulman, cela n'est pas. Le fait est que le cabinet français se trompe en se sens qu'il est prêt à confondre Méhémet-Ali avec le Sultan, le destructeur avec le conservateur; c'est là la conséquence d'une fautes que les Français commettent en toutes occasions et qui consiste à vouloir façonner le monde entier sur le modèle de la France. Tout par et pour la France « sonne très bien chez soi, mais rend tout impossible à l'extérieur, complique les choses les plus simples et crée des obstacles insurmontables aux solutions qui seraient sans cela non seulement possibles, mais même faciles. Il en va de cette phrase impraticable comme de toutes celles auxquelles tout sens pratique fait défaut; elles sont facilement poussées jusqu'à l'absurde; il en est de même de la politique française; la formule « tout et pour » descend du tout à la partie, jusqu'au moment où le cher « moi » des individus prend la place du tout. Ajoutez encore à ce mal l'ignorance de tout ce qui dépasse les frontières du propre pays et la disposition à chercher constamment chez les autres ce qui se trouve chez soi, notamment des calculs suspects, des malentendus, des souhaits trop promptement conçus, le manque de pratique et un emballement impétueux et vous aurez l'histoire orientale dans toute sa nudité, et au milieu de ce désarroi l'Autriche qui considère les choses avec calme et sang-froid et ne veut que ce qui est juste.

A Paris les idées se croisent, mais entre les idées et les plans, il y a une grande différence. Les quatre Cours ont raison de vouloir ce qu'elles veulent; mais il ne suffit pas de vouloir, il faut encore pouvoir; et c'est dans ce qu'elles pourront faire que git le clef du prochain avenir.

La question n'est pas de savoir ce qu'il arrivera si on parvient à maîtriser Méhémet-Ali; la question est plutôt quid faciendum si l'on n'était pas à maîtriser, c'est-à-dire si la pression des Puissances et les forces intérieures de l'Etat ottoman n'étaient pas suffisantes.

Ici se présente pour la France l'occasion de prendre une attitude franche et honorable; mais il faut pour cela qu'elle renonce à sa prétention absurde du partage de l'Empire ottoman. L'Egypte peut, sans mettre en danger l'existence de l'Empire, être sous la domination de pachas héréditaires, mais non la Syrie, car alors la Porte ne serait plus viable. Si Méhémet-Ali était immortel, mainte question pourrait en fait se poser autrement qu'elle ne se présente sous un vieillard de septante ans, qui a une descendance problématique, comme c'est le cas dans tout l'Empire turc où la force de l'héritage repose dans le Califat et non dans la famille.

Daignez, Sire, prendre connaissance de la dépêche que j'ai adressée le 4 août dernier au comte Appony et que le comte Dietrichstein est chargé de vous soumettre. Cette dépêche contient la véritable formule de l'attitude que le gouvernement français pourrait adopter s'il désirait la justice. Dans le cas contraire, l'arène serait ouverte et les passions sauvages s'y affronteraient, car, dans cette lice, il n'y aura pas de place pour la politique qui s'appuie réellement sur des principes conservateurs.

Permettez-moi, maintenant, Sire, de passer à un paragraphe de votre honorée lettre du 23 août. Le courrier du baron Neuman du 25 août qui m'a apporté la dite lettre, annonce bien la lettre de lord Palmerston à lord Granville, mais celle-ci n'est pas encore arrivée.

(3) Les événements prouvent bientôt combien Metternich faisait erreur, lorsqu'il croyait au désintéressement de la Russie vis-à-vis de la Turquie. Le chancelier n'était pas le seul homme d'Etat de son temps à commettre pareille erreur. Guizot, lui aussi, disait: « L'empereur Nicolas ne peut être accusé de vouloir porter atteinte à un empire existant ».

(1) Il s'agit du traité de Kuitayeh. Après une campagne désastreuse pour la Turquie, un traité conclu le 5 mai 1833 entre le sultan Mahmoud et le pacha Méhémet-Ali, celui-ci acquiesça, outre l'Egypte, la Syrie entière et Adana.

(2) La bataille de Nézeh eut lieu le 24 juin 1839. L'armée égyptienne y infligea une défaite complète à l'armée turque. Celle-ci avait si peu de valeur qu'elle s'enfuit tout entière dès qu'elle entendit la canonnade.

et en conséquence je ne suis pas encore en état de formuler une opinion à ce sujet. J'admets qu'elle sera conçue dans un esprit très conciliant et je m'en tiens à quelques éléments que la lettre de Votre Majesté me fournit. Parmi ces éléments je considère les suivants :

1^o Que la convention du 15 juillet ne concerne qu'un cas spécial, savoir la question égyptienne;

2^o Que si la France n'a pas pris part à cette convention, c'est uniquement par suite de sa décision de ne s'engager par rien dans cette question;

3^o Qu'il sera nécessaire de régler l'ensemble de la situation de la Porte et d'assurer son existence par un accord entre les cinq Puissances;

4^o Que l'on désire apprendre les vues du cabinet français à ce sujet, et ce notamment dans le cas où Méhémet-Ali ne céderait pas, car dans le cas contraire la question serait résolue par le fait même.

Je ne puis faire autrement que de manifester mon approbation au sujet de ces quatre propositions, car les deux premières sont l'expression pure et simple de la vérité et les deux dernières, celle de la nécessité. La fin sera ou bien une guerre ouverte entre les Puissances, ou bien un accord entre elles, car ainsi le veut la force des choses, et personne ne peut douter laquelle de ces deux voies serait la plus profitable.

Votre Majesté touche encore une question, celle du lieu où l'accord serait le plus facilement atteint, votre Majesté propose que ce soit Vienne. A première vue ce pourrait être Vienne. Mais, après réflexion, ce ne peut être, selon ma conviction, que l'endroit où le désaccord a surgi. L'année dernière nous aurions proposé Vienne parce que cette ville se trouve sur la route de l'Orient et à moitié chemin de celui-ci (1). Mais aujourd'hui le malentendu le plus grave est entre Paris et Londres; Londres est donc l'endroit le plus naturellement indiqué pour l'éclaircissement du malentendu. C'est plutôt là une question de procédure. Les questions qui concernent l'affaire en elle-même conservent leur rang.

Si j'étais le ministre français, je prendrais la position suivante : A la suite des éclaircissements qui m'ont été fournis, et après avoir pris connaissance de la convention du 15 juillet je déclarerais :

1^o Que la France se déclare d'accord, comme elle l'a toujours été, au sujet du principe qui a servi de base à la convention;

2^o Que la France ne peut être pareillement d'accord sur les mesures de contrainte projetées, et ce, non pas parce que la France veut la fin sans envisager les moyens, mais parce qu'elle ne peut pas reconnaître que les moyens employés sont ceux qui conduiront au but avec certitude ;

3^o Qu'en conséquence la France ne pourra prendre aucune part à la mise à exécution des mesures coercitives, que néanmoins elle restera fidèle au but qui est le maintien de l'Empire turc et du trône du Sultan;

4^o Qu'au cas où le résultat prouverait la vanité des mesures de coercition et que par suite de maintien l'Empire ottoman serait compromis davantage, la France se déclarerait disposée à prendre en considération, d'accord avec la Porte et les quatre Puissances, toutes les mesures efficaces d'assistance et à les mettre à exécution dans la mesure nécessaire par les circonstances.

Telle serait, à mon avis, la forme vraiment pratique de l'attitude de la France; et partant d'un point de vue réellement impartial, qu'en est-il de tout le tapage, des gros mots et des paroles dangereuses destinées à monter les esprits, de toutes les méchancetés insensées que la presse française pousse jusqu'à l'absurde et répand comme des brandons dans l'intérieur du pays et dans toutes les parties du monde? Qu'en est-il enfin de l'attitude prise par l'ambassadeur de France à Constantinople? Celle-ci sera exposée à Votre Majesté par le comte Dietrichstein. Que faut-il croire? Le cabinet français dans ce qu'il dit à Alexandrie et dans les Cours européennes, ou sa voix telle qu'elle se déchaîne à Constantinople (2)?

Le monde va de mal en pis, car ce n'est que dans un cas pareil que de tels « absurda » sont possibles, « absurda » qui portent l'em-

preinte des péchés contre l'esprit et ne sont susceptibles d'aucune rémission.

Léopold I^{er} au prince de Metternich.

Wiesbaden, 15 septembre 1840.

Il m'est difficile d'exprimer à Votre Altesse toute la satisfaction que m'a fait éprouver Sa longue lettre pleine de confiance, ainsi que la profonde impression produite sur moi par la manière pratique et bienveillante avec laquelle Elle envisage les positions respectives dans la complication embrouillée et désagréable en instance. Il importe plus que jamais de conduire cette complication vers une solution pratique et raisonnable.

J'ai reçu de lord Palmerston la communication de sa dépêche qui est enfin partie. Il me l'a adressée accompagnée d'une lettre en date du 4 septembre dans laquelle il se montre très remué de la manière de s'enoncer de M. de Ponthois à Constantinople. Je n'ai rien à objecter contre une grande partie de la rédaction de la dépêche; la défense qu'elle renferme est toute naturelle de la part de lord Palmerston. Notre manière de voir à Windsor fut également celle qu'il serait nécessaire de bien mettre en évidence, qu'on avait toujours été d'accord sur l'objet principal, savoir sur la conservation de la Porte, ainsi que sur le fait que les Puissances n'avaient jamais eu aucun autre but en vue que celui-ci, et ne recherchaient aucun avantage particulier dans l'affaire. Mais on aurait désiré que la dépêche fut plus conciliante et qu'elle exprimât d'une manière positive, qu'il fallait s'entendre maintenant sur l'ensemble de la question entre les cinq Puissances. Cette entente paraît être bien ajournée et admise seulement comme conséquence de l'exécution entière de la convention. Lord Palmerston m'avait déclaré le 23 août : « La dépêche ne peut être que le déjeuner, par contre notre déclaration, lorsque nous communiquerons à la France la convention après sa ratification, pourra énoncer plus positivement la nécessité de négociations ultérieures et directes avec la France ». Comme je voulais attendre encore quelques éclaircissements, ce n'est qu'hier, le 14, que j'ai exprimé vis-à-vis de la Reine, de Melbourne et de lord Palmerston, mon opinion franche sur les dangers de la position actuelle des affaires. Ces communications arriveront, vu les facilités actuelles pour une prompt correspondance, déjà le 17 à leur destination. Je regarde donc comme un devoir pour moi de ne pas tarder un instant de communiquer également à Votre Altesse ma manière de voir consciencieuse, et, Dieu le sait, tout à fait impartiale. Vous seul, mon bien cher Prince, pouvez exercer actuellement une influence salutaire, car est-il quelqu'un dont les conseils et les opinions pourraient faire une plus grande impression en Angleterre que les vôtres?

Ma manière de voir est la suivante : si l'on ajourne toute négociation avec la France après l'exécution de la convention, alors la France, je le crois au moins, ne voudra plus y entrer, et alors la guerre et la confusion seront inévitables. Mais comme on ne doit demander aux gens que ce qu'ils peuvent accorder d'une manière honorable, je me suis appliqué à jeter des lumières sur la position du Ministère anglais par rapport à une conduite conciliante et coulant à tenir par lui. Cette position me paraît être la suivante : Par la convention conclue, le traité d'Unkiar Skelessi, si désagréable aux Anglais, se trouve écarté, et la convention elle-même, mise en œuvre avec modération, sera très probablement le moyen de résoudre la question turco-égyptienne. Le cabinet anglais a donc véritablement remporté un véritable succès, auquel rien ne manque, excepté que tout cela puisse être conduit à son terme sans un conflit entre les Puissances européennes. Pour arriver à ce résultat, il n'y a, d'après le jugement de Votre Altesse, qui a un si grand poids, qu'un seul moyen, savoir de négocier avec la France sur l'ensemble de la question, pour arriver à un traité qui pourrait absorber la convention, comme le traité du 19 avril 1839 a fini par un acte séparé avec le traité du 15 novembre 1831 ainsi qu'avec la convention du 15 mai 1833.

Il n'échappera pas au coup d'œil si pratique qui distingue Votre Altesse que des négociations de ce genre sont le seul bouclier qu'en France le Roi et les ministres pourraient opposer aux partis et à la presse déchaînée; que ce serait même le seul moyen de ménager à la France, si toutefois le cas devait s'en présenter, la possibilité d'un changement ministériel. Sans des négociations pendantes sur un traité général, M. Thiers ne saurait plus se tirer de ses préparatifs de guerre et un nouveau ministère ne saurait entrer aux affaires. Il faut pouvoir dire au pays : « Il existe des négociations qui permettent d'arranger la question orientale sans préjudice pour notre honneur. Laissez faire le gouvernement et calmez-vous. Si l'on

(1) Au cours de l'été de 1839, Metternich avait adressé aux représentants de l'Autriche en Europe une note dans laquelle il disait que Vienne était le lieu d'étapes, le foyer où toutes les directions particulières doivent se fonder et se réunir en une seule. Cf. vicomte DE GURCHEN, *La crise d'Orient de 1839 à 1841*, p. 410.

(2) Peu après avoir écrit à Léopold I^{er}, le chancelier proposait une réunion à Francfort des plénipotentiaires des quatre Cours alliées, puis, un peu plus tard, il souhaitait cette réunion au cœur de l'Allemagne, vraisemblablement à Vienne. *Idem*, pp. 493 et 496.

(3) A Méhémet-Ali la France conseillait des concessions; à Constantinople, Ponthois, agent français, pesait sur la Porte afin de l'amener à rejeter l'intervention de l'Angleterre et de ses alliés.

refuse, au contraire, maintenant de commencer immédiatement les négociations, qui de toute manière devront traîner un peu en longueur, on exaspère l'amour-propre français au point que l'on n'échappera pas, vu l'immense impatience de ces gens, à une brouille ouverte. Palmerston, comme de raison, ne désire pas la guerre non plus, mais il croit qu'il suffit d'ôter aux Français, par la dialectique, les raisons logiques de la faire. Je n'ai pas manqué de lui expliquer ma manière de voir à cet égard. Si la France se trouve entièrement libre, si elle n'est pas liée par une négociation établie, il arrivera sans doute que les moyens coercitifs devenus nécessaires par l'exécution de la convention, amèneront une insulte spéciale pour la France, ou des événements que la France pourrait qualifier de dangereux pour l'équilibre européen ou pour les intérêts français. Pour se prémunir contre cette alternative, la France devra commencer la guerre ou se nantir d'avance d'un gage, par exemple de Candie.

Je ne puis pas finir sans conjurer Votre Altesse de réfléchir que toute la jeunesse française ne désire rien avec autant de passion que la guerre; que la situation actuelle d'incertitude fait revivre toutes les mauvaises passions qui avaient patienté jusqu'ici, uniquement pour n'avoir pas voulu se briser la tête contre l'impossible. Que je sais que des libéraux allemands ont dit que ce ne serait que par la guerre qu'ils pourraient être débarrassés de l'ordre de choses actuel en Allemagne. Palmerston pense au fond sur tout cela comme je pense moi-même, mais il n'a pas encore pu se réconcilier depuis qu'il a éprouvé, depuis quatre ans, de la part du roi Louis-Philippe, une opposition bien mortifiante pour lui dans la question espagnole (1); c'est donc par esprit de vengeance qu'il est porté à traiter la France sans ménagement. Je vous écris ceci dans la plus étroite confiance, mais je le sais par Melbourne lui-même, qu'il en est ainsi. Le cabinet anglais est encore dans le moment actuel passionné pour les anarchistes en Espagne. J'ai eu une lutte à soutenir au sujet d'Espartero (2), mais j'ai défendu vaillamment ma manière d'envoyer sa conduite infâme. Lorsqu'on connaît tout cela en détail, on ne peut pas s'empêcher d'admirer la bizarrerie des complications qui pourront peut-être amener des Autrichiens et des Prussiens à faire la guerre, parce que Palmerston est mécontent, que l'intervention contre don Carlos, que ce ministre voulait, n'a pas eu lieu en Espagne. Le moment actuel est, d'après mon opinion, le plus dangereux que nous ayons eu à traverser depuis bien longtemps, bien plus dangereux que celui de 1830, et il s'agit d'aider la France à sortir de sa fausse position.

A. DE RIDDER,

Directeur général au ministère des Affaires étrangères.

(A suivre.)

(1) L'Espagne était divisée par une guerre civile qui sévissait entre les partisans de la reine Christine et ceux de don Carlos. La France et l'Angleterre favorisaient les fidèles de la reine. Palmerston aurait voulu une action franco-britannique armée pour rendre la paix à la Péninsule. Mais Thiers refusa et, par l'entremise de l'Autriche, tenta un mariage entre le fils de don Carlos et Isabelle, fille de Christine. En apprenant ce projet matrimonial qui aurait été funeste à l'influence anglaise en Espagne, Palmerston se montra extrêmement mécontent et garda rancune à Thiers de son action isolée en cette circonstance.

(2) Brave, habile, ambitieux, animé d'idées libérales, après avoir reçu de la reine Christine le titre de duc de la Victoire pour avoir pacifié l'Espagne, Espartero avait contraint la souveraine à abdiquer au cours de l'automne de 1840.

Il ne sera plus donné suite aux demandes d'envoi d'exemplaires de la « Revue catholique des Idées et des Faits » non accompagnées du coût des numéros demandés.

L'inévitable question : Politique et Religion

Nouvelle intervention du Saint-Siège

La question ne se pose pas seulement chez nous. Sa mauvaise ou incomplète solution ne fait pas souffrir les intérêts catholiques uniquement dans notre pays. Sous tous les régimes démocratiques et, peut-on dire, sous tous les régimes actuellement en vigueur, les citoyens sont appelés à s'intéresser de façon pratique et effective à la conduite de l'Etat, d'où le risque des confusions entre le service de l'Eglise et celui de l'Etat, et notamment entre l'Action catholique, un des principaux services de l'Eglise, et l'activité des partis politiques, qui est ou devrait être un service de l'Etat.

Chaque fois que Sa Sainteté donne un ensemble quelque peu systématique de conseils et de directives au clergé et aux catholiques d'une nation, elle ne manque pas de les prévenir contre ces funestes confusions. La lettre de Pie XI à l'Evêque de Lithuanie en est un nouveau témoignage.

Après avoir insisté sur l'importance de l'éducation en général et de l'éducation des clercs en particulier, le Pape en vient à parler de l'Action catholique, si chère à son cœur, comme il l'a écrit dès sa première encyclique *Ubi arcano Dei*. Et le conseil principal qu'il leur donne à ce sujet est celui de l'indépendance bien nette à l'égard de tout parti politique.

Traduisons ce passage de la lettre pontificale.

« Vous savez, Vénérables Frères, que de l'Action catholique il a été fait mention spéciale dans le Concordat entre le Saint-Siège et la Lithuanie. A cette Action catholique vont nos approbations et nos plus vifs encouragements dès qu'elle se conforme aux lois qui doivent la régir et que nous avons édictées dans notre première, Encyclique et, par la suite, en de multiples occasions. Grâce en effet, à la coopération efficace d'hommes d'élite procurée aux pasteurs par l'Action catholique, la religion ne peut que fleurir plus abondamment dans la vie individuelle et dans la vie familiale, et l'Etat lui-même en bénéficiera, car la véritable prospérité est grandement favorisée par les œuvres de charité et par la conservation de la foi ancestrale.

« Il est de la plus haute importance pour le bien commun que l'Action catholique — à laquelle doivent s'intéresser et se dévouer tous les bons catholiques du pays, puisqu'elle est utile à tout le peuple — ne soit pas enfermée, en s'immisçant dans la politique, dans les limites étroites d'un parti. Il faut en effet laisser de côté les intérêts de parti lorsqu'il s'agit des choses de la Religion, qui procurent d'ailleurs à l'Etat des avantages considérables et incontestables.

« Puisque l'Action catholique n'est autre qu'une action religieuse, elle ne doit pas se fonder ni s'appuyer sur les passions politiques, mais sur le plein accord des catholiques, tendant par des efforts unanimes à un seul but : conserver dans la vie privée et dans la vie publique le sentiment et la pratique de la vie chrétienne. Par conséquent, les catholiques se souviendront, en tant qu'ils sont à la tête ou qu'ils font partie de l'Action catholique, des recommandations opportunes et très sages de notre prédécesseur Léon XIII dans son Encyclique *Cum multa* :

« Il faut éviter l'opinion erronée de ceux qui mêlent la Religion à un parti au point d'affirmer que leurs adversaires ont en quelque sorte cessé d'être catholiques. C'est là faire pénétrer indûment les passions politiques dans le domaine auguste de la Religion,

« vouloir détruire la concorde fraternelle et ouvrir la porte à une multitude funeste d'autres inconvénients. »

Nous ne ferons pas le commentaire d'un texte si explicite. Nous nous contenterons d'une réflexion. Sa Sainteté, en termes généraux et s'appuyant sur des raisons générales et non sur des arguments tirés de la situation actuelle de la Lithuanie, condamne la méthode qui consiste à se baser et à s'appuyer, dans l'apostolat et dans l'Action catholique, sur les passions politiques, sur les convictions politiques, sur le zèle et la ferveur politiques. Si avantageuse que puisse paraître cette manière d'agir, le Saint-Père la déconseille et l'interdit, parce qu'opposée à la nature même de la religion et aux rapports normaux entre politique et religion. Par conséquent, l'affirmation répétée souvent encore de bonne foi par des militants catholiques, dont le zèle et les intentions sont dignes de tout éloge, que le seul moyen de réussir dans l'Action catholique c'est d'incarner celle-ci dans une institution qui serve à la fois tous les intérêts de ceux qui sont appelés à en bénéficier, et qui serve tous ces intérêts à la fois sur tous les terrains et par tous les moyens légitimes à sa disposition, y compris le terrain politique et les moyens politiques, cette affirmation n'est pas en conformité avec les directives aussi nettes qu'insistantes du Souverain Pontife. La passion et l'ardeur politiques, quelqu'en soient la noblesse et la légitimité, ne sont pas une base d'apostolat et d'action catholique admise par l'autorité suprême de l'Eglise.

Voulons-nous dire par là que tout ce qui n'est pas organisé chez nous en parfaite conformité avec ces directives pontificales doit être jeté à terre du jour au lendemain, avant même d'étudier les possibilités d'une évolution sage et prudente qui éviterait les crises presque toujours nuisibles et déconcertantes? Ainsi posée, la question crie elle-même sa réponse.

Mais nous n'avons pas cité entièrement le passage de la lettre du Pape à l'Eglise de Lithuanie concernant les conditions essentielles de l'Action catholique. En voici la suite et la fin :

« Comme citoyens, personne évidemment ne pense à interdire aux catholiques d'user de leur droit de suffrage. On leur demande seulement de ne pas faire intervenir l'Action catholique dans ces luttes et cette activité politiques. Loin de leur interdire le service politique, on déclare qu'ils manqueraient à un devoir important s'ils ne s'intéressaient pas autant que possible aux questions politiques de la commune, de la province et de l'Etat. D'autant plus que, selon la remarque de Léon XIII dans l'encyclique *Inmortale Dei*, les catholiques sont tenus par les préceptes de la religion à s'acquitter de leurs fonctions politiques honnêtement et fidèlement. S'ils restaient inactifs, la direction des affaires serait prise par d'autres, dont les opinions ne donnent pas grande espérance de salut pour le pays.

« Mais c'est le clergé, surtout, qui doit veiller à séparer l'Action catholique des questions politiques. Comme il est par sa mission voué au service des intérêts religieux de tout le peuple, il ne convient pas qu'il appartienne à un parti catholique déterminé. Il faut éviter de compromettre la dignité de son ministère dans les conflits des partis et empêcher que les adeptes d'un parti adverse n'y trouvent un prétexte de s'éloigner de la religion. Si l'on observe ces règles, l'Action catholique sera indemne des inconvénients que nous venons de signaler. »

Encore une fois, les déclarations du Saint-Père sont trop claires que pour appeler un commentaire. Un prêtre solidarisé avec un parti, à plus forte raison avec une fraction de parti, est par le fait même lourdement entravé dans son ministère spirituel. Naturellement, lorsqu'il n'y a qu'un seul parti politique tenant compte des intérêts religieux, d'évidence et de notoriété publiques, ce serait, de la part des adversaires de ce parti, un étonnement et

un scandale pharisaïques qui reprocheraient au prêtre de rester fidèle à son caractère et à ses convictions même sur le terrain politique. Mais le prêtre ne doit pas moins s'interdire de jouer un rôle de militant et d'entraîneur politique. A plus forte raison le doit-il lorsque plusieurs partis ou plusieurs fractions de parti comptent dans leurs rangs des catholiques parfaitement en règle avec leur conscience et avec les directives de l'autorité religieuse. C'est le cas introduit en Belgique par la *standorganisatie* politique.

LOUIS PICARD.

Le Bilan des mouvements internationaux

Le signe de notre époque, c'est l'internationalité. De toutes parts, on voit converger vers la Société des Nations, qui en est le centre attracteur, des mouvements internationaux de toutes les tendances et de toutes les espérances. Car tout se développe internationalement aujourd'hui : la vie politique, la vie économique, la vie sociale, la vie intellectuelle, la vie religieuse ; il n'est profession qui n'ait son internationale. Ce ne sont que fédérations et confédérations, unions et commissions, associations et congrès. A Genève même, autour de la Ligue, une cinquantaine d'organisations internationales ont leur siège permanent : le nombre s'en accroît tous les jours. Il est intéressant de se demander si, sous cette agitation internationale, un monde nouveau est en train de se former, ou si elle n'est que superficielle, affaire de mode et d'engouement.

Qu'il y ait de la mode et de l'engouement dans cet internationalisme, cela est incontestable. Une réaction est en train de se manifester ; car les inconvénients, voire les dangers de tout ce remue-ménage sont assez graves. Le premier, c'est que personne n'est plus à sa place et n'a le temps de faire son travail avec la tranquillité d'esprit, la continuité, la stabilité nécessaires. L'homme est naturellement paresseux, mais tout aussi naturellement il aime la nouveauté : il trouve donc plaisir à cette agitation qui le dispense de travailler en profondeur, et qui le distrait. Mais c'est la qualité du travail humain, de la pensée humaine, la qualité de notre civilisation, — car une civilisation vraiment solide doit commencer par être qualitative, — qui souffre de cet internationalisme exagéré. Les congrès et les commissions sont dangereux pour la pensée même : on s'y gâte la pensée par l'habitude des compromis et des formules qui, disant avec prudence des opinions divergentes, finissent par n'en exprimer aucune ; on en arrive ainsi à penser « en bande », ce qui exaspérait déjà Raulaure, c'est-à-dire à ne plus penser du tout. Bien plus : on s'y gâte le style et la langue, car l'on sait combien est horrible le style des rapports et des communiqués, combien vide la fausse éloquence des séances publiques, et combien la contamination d'une langue par une autre conduit vite à l'affaiblissement de l'intelligence. Ces inconvénients, ou plutôt ces périls, sont trop sérieux pour qu'on ne souhaite pas une réaction.

Comment se produira-t-elle? D'abord chez ceux qui sont obligés de participer à cette agitation internationale au détriment de leur profession, de leurs travaux, de toute leur vie personnelle. Ensuite, chez les nouvelles générations, car l'internationalisme de notre époque n'a pas su gagner la jeunesse intellectuelle, à part certains groupes anglo-saxons, — et encore. C'est d'ailleurs là, pour la Société des Nations, un faible point : la jeunesse ne s'emballe guère, comme on dit, pour elle. C'est que la jeunesse contemporaine est en pleine réaction contre le parlementarisme, sous toutes ses formes ; dure, énergique et réfléchie, elle éprouve un besoin général d'autorité, de valeurs bien définies, de réalités tangibles, et cela explique cette antinomie apparente entre les

tendances d'une partie de la jeunesse au nationalisme et les tendances de l'autre partie à l'universalité, l'internationalisme de Genève, et d'ailleurs, vient s'insérer entre ce nationalisme et cet internationalisme, sans arriver à les satisfaire, ou à les concilier.

D'où ce jugement de valeur que nous devons porter sur l'ensemble de la vie internationale : ce qu'elle produit est intellectuellement inférieur, très inférieur ; elle n'est point arrivée encore à sortir d'une idéologie faite de lieux communs pour aboutir à une doctrine. Sans doute ce serait trop exiger d'elle. En revanche, on ne peut guère que constater, sous le voile bien mince et bien troué de la phraséologie humanitaire, avec l'absence de toute conception solide et de toute « soumission au réel », le matérialisme bureaucratique de ses méthodes. On peut dire que la vie internationale souffre d'une suborganisation matérielle et d'une anémie spirituelle. On peut même estimer que, dans son ensemble, elle est en retard sur notre époque, qui a marché plus vite qu'elle depuis 1918.

Une des faiblesses fondamentales de ces organisations, c'est leur laïcisme. Elles sont en général neutres : c'est dire que toute idée religieuse, toute influence métaphysique, toute « tendance confessionnelle », pour parler le langage des commissions, leur font peur. De la cette absence d'atmosphère spirituelle qui dessèche leur action, la fait lourdement retomber dans le vide. On ne voit pas que tous les problèmes que la vie internationale cherche à résoudre, fût-ce même de simples questions économiques, aboutissent au problème religieux. Pour notre part, nous sommes de plus en plus convaincus, par une expérience pratique de six années, qu'il n'y a pas de vie internationale possible sans universalité religieuse. Voilà pourquoi les efforts pour l'union des Eglises, quelque divergents, quelque incohérents qu'ils puissent être, demeurent à nos yeux le symptôme le plus important qu'on observe aujourd'hui sur le plan international. C'est l'unité du monde chrétien qui cherche à se reconstituer, après les schismes d'Orient et d'Occident. Mais soyez sûrs qu'elle ne pourra se reconstituer que sur une doctrine.

Ai-je voulu dire jusqu'à présent que la vie internationale est un mal, que toute cette agitation est stérile? Non, certes. Et c'est bien un monde nouveau qui est en train de se former sous ces vapeurs. Il suffit pour s'en convaincre d'inventorier non pas les résultats, car ce serait décevant, mais les tendances dominantes de toutes les grandes organisations. Quelle est la tendance de Rome, comme celle de Stockholm ou de Lausanne? L'unité religieuse, le monde chrétien. Quelle est de la Société des Nations? L'unité politique. — prenez-y garde : nous ne disons pas l'unification, — c'est-à-dire la paix garantie par un ordre juridique. Que cherche le Bureau International du Travail? La paix sociale réalisée par une série d'accords entre les gouvernements, les patrons et les ouvriers. Que veut la Coopération Intellectuelle? Fournir aux savants, aux écrivains, aux artistes, toutes les occasions de travailler en commun, ce qui est le seul moyen efficace de pacifier les esprits. Que veulent à leur tour les Unions Intellectuelles? Reconstituer une élite européenne avec, non pas certes la même pensée, ce qui serait utopique, mais la même manière de penser? Et Paneuropa? Développer le sentiment de l'unité fédérative de l'Europe. Que démontrent enfin toutes ces organisations, internationales certes, mais qui groupent des catégories, pour employer un mot un peu trop zoologique? Qu'il y a dans chaque profession, non seulement des intérêts communs dans le monde entier, mais encore des responsabilités communes envers ce monde, envers la civilisation. Ce qui frappe, en effet, dans la Ligue internationale des femmes, dans la Confédération internationale des étudiants, dans la Fédération internationale des travailleurs intellectuels, dans celle des instituteurs, dans celle des journalistes, et j'en passe, c'est que le sentiment de la vocation, c'est-à-dire du devoir éducatif et du rôle civilisateur, tend à l'emporter sur celui de la profession et de ses intérêts. Au milieu de beaucoup d'idées fausses, de préjugés, d'ignorance, d'illusions et d'utopies, sans l'enchevêtrement des intrigues, au fond même du sectarisme, on découvre une bonne volonté réelle, une volonté constructive. Aujourd'hui, de très loin encore, il est vrai, même les groupes les plus adverses tendent lentement à se rapprocher.

Je crois qu'il est beaucoup trop tôt pour dire qu'il se forme une conscience mondiale. Mais des consciences continentales sont en train de se former, en tout cas celles des deux grands continents chrétiens et qui représentent la même civilisation, l'Europe et l'Amérique. Et c'est, encore un coup, avec intention que nous

employons cette épithète de chrétien. Car voici la vieille idée romaine en train de renaître. A mesure qu'elle s'affirmera, à mesure aussi nous verrons se dessiner les linéaments, les caractères essentiels du monde nouveau. Ce monde nouveau aura peut-être bien des analogies avec le moyen âge, j'entends le monde chrétien tel qu'il s'est dégagé naturellement de l'Empire romain, tel qu'il s'est épanoui au XIII^e siècle, mais non cette civilisation où Chamberlain signalait, quelques années avant la guerre, le sommet de la civilisation humaine. Ce ne sera point l'abdication des patries dans les mains d'un sur-Etat, mais ce sera une nouvelle forme de cette éternelle et nécessaire vertu : la piété patriotique. Il semble, en effet, que l'homme contemporain, plus il cherche à penser universellement, plus il cherche aussi à s'enraciner dans sa terre. La conception centralisatrice et absolue que représentent le nationalisme et l'étatisme va céder peu à peu la place à une conception fédérative, à un réveil de l'esprit de cité. La nation subsistera, mais comme un organisme dans un plus vaste ensemble, non plus comme une entité c'ose. Au-dessus s'épanouira un esprit de synthèse et d'universalité dont le point culminant sera l'idée religieuse, l'idée chrétienne de plus en plus et thologie elle-même, c'est-à-dire fixée en des dogmes et dans une organisation ecclésiastique supranationale. Une double renaissance : ce le des arts et celle de la métaphysique — les uns ne vont d'ailleurs jamais sans l'autre, — sera la floraison de cette nouvelle ère chrétienne. Et la forme sociale qui lui correspondra sera syndicale ou plutôt corporative, à trois degrés : dans le cité, dans la nation sur le plan international. Quant à la forme politique, elle sera peut-être à trois degrés, elle aussi : la démocratie professionnelle, l'aristocratie sociale, la monarchie élective ou héréditaire, à la tête de la nation. Ainsi verra-t-on s'opérer la synthèse des antinomies qui caractérisent le monde moderne. Car, ou il sera capable d'opérer cette synthèse, ou il périra de ces antinomies.

Mais je ne déris point l'hypothétique âge d'or ; j'indique les aboutissements suprêmes et possibles de tendances dont on ne saurait nier l'existence aujourd'hui. Je ne suis point entraîné sur le rêve, mais guidé par les expériences de l'histoire. Or celles-ci nous apprennent qu'il n'y a jamais de paix absolue, ni dans le temps, ni dans l'espace. Le monde européen devra traverser encore de grandes luttes avant de conquérir son unité. Et cette unité une fois conquise, il est probable qu'il devra la défendre contre d'autres peuples et d'autres continents. N'oublions pas que l'unité de l'Empire romain s'est faite contre l'Asie, après la bataille d'Actium, qu'elle s'est défendue tout le temps contre l'Asie des Parthes et des Perses, puis contre l'Asie des Huns, et que le dernier choc lui a été porté par l'Asie des Arabes. C'est le caractère même de la civilisation européenne et chrétienne d'être impériale et conquérante, d'avoir besoin de la lutte : la *pax romana* peut être assez étendue et assez sûre pour qu'on diminue le nombre des légions, mais jamais pour qu'on les supprime. La paix telle que la conçoivent nos pacifistes, — et c'est pour cela que le mouvement pacifiste est un enfer pavé de bonnes intentions, — ne pourrait correspondre ou conduire qu'à une profonde décadence de la race humaine : nous ramperions alors dans la boue indivise, à l'état de reptiles pacifiques, comme le prophète Chateaubriand dans le conclusion de ses *Mémoires d'outre-tombe*.

Et notre conclusion sera aussi une image : nous vivons dans une nébuleuse, mais cette nébuleuse est peut-être en train de se faire étoile. Si elle se fait étoile dans l'intelligence d'une élite, ce sera le premier signe de la reconstruction, le premier espoir d'un monde nouveau.

Gonzague de REYNOLD,
Professeur à l'Université de Berne.

La revue catholique
des idées et des faits
la plus répandue,
la moins chère,
la mieux informée

Du berger au savant ou l'odyssée d'un idéaliste

Débarquer en Amérique le gousset vide et le cœur plein d'espérances, riche d'ambitions et dépourvu de moyens, se prêter par nécessité de vivre aux expériences les plus disparates, passer par tous les métiers, et finir à force de persévérance par se créer une place au soleil, voire par obtenir un rang plus qu'honorable dans la science, voilà ce que l'histoire de l'émigration a plus d'une fois raconté et que le roman a si bien popularisé qu'il en est devenu banal. Si l'histoire de Michael Pupin s'arrêtait là, elle ne dépasserait pas le niveau des exemples d'énergie humaine offerts à la jeunesse pour la former à l'esprit d'initiative et à la confiance en soi. Mais elle est infiniment plus. Car dans ce cadre connu, elle nous fait assister au développement harmonieux d'une âme d'élite, conduite par une intelligence supérieure (1).

Michael Pupin est né dans le Banat, au village d'Idvor. Il revendique la nationalité serbe. Lorsque, en 1919, la Roumanie émit des prétentions sur sa province natale, il intervint auprès du président Wilson et de Lansing qui le connaissaient personnellement. Il n'en fallut pas davantage pour mettre en échec les arguments roumains.

Son enfance fut toute pénétrée des traditions paysannes d'Idvor. Il avait une nature méditative et poétique, où les récits des vieillards et les chants des ménestrels évoquaient des échos profonds. Pour le paysan de Banat la grande richesse morale sont les traditions locales qui le relient à tous les hommes du passé et à ceux du présent. L'étranger qui se présente à lui, s'il ne porte avec soi les traditions de sa race est traité en aventurier tels ces misérables qu'on voit parfois apparaître dans les poèmes homériques et qui rencontrent le mépris parce qu'ils ne sont « les hommes de personne ».

M. Pupin eut le bonheur d'avoir pour mère une femme illettrée, mais d'une rare intelligence. Le sentiment religieux qu'elle possédait très profond l'avait affinée et assouplie jusqu'à la rendre capable de tout comprendre, à condition de l'exprimer en termes de religion. Michael qui l'aimait avec tendresse, puisait dans son affection le talent de faire ces transpositions hardies. Devenu une sommité de la science américaine, il lui expliquait que la science est une sorte de grande église, où les savants ont leur place comme les saints ont leur icône dans l'église d'Idvor. Et elle, le voyant plongé dans la lecture de Maxwell et de Lagrange, était tout heureuse de le voir adonné à l'étude de la vie des saints. Elle considérait que la science et la religion sont deux aspects de la même vérité. Et lorsque son fils lui traduisait le langage de la science en paroles religieuses, elle comprenait ces traductions tendres et naïves et y répondait par des paroles empreintes de sagesse et d'élevation. « Ma mère, écrit M. Pupin, représentait l'auditoire le plus attentif et le plus vibrant que j'avais jamais eu. Sa mémoire, restée prodigieuse malgré ses soixante-quinze ans, assignait à chaque événement important de son existence la place qui lui revenait; ainsi se tendaient les cordes vitales dans la symphonie de sa vie. Elle n'entendait jamais quelque chose d'intéressant sans y répondre en touchant l'une de ces cordes mélodieuses; il en était ainsi, particulièrement, quand c'était moi qui parlais. »

Michael lui expliquait les études de physique auxquelles il se livrait à Berlin. Et si la science de son fils venait heurter les légendes locales, elle ne s'en offusquait pas et ne tardait guère à faire la mise au point. « Dieu, disait-elle, envoie la lumière du soleil pour fondre la glace et la neige du jeune printemps, et pour ressusciter tout ce qui dormait sans vie, figé par l'haléine glacée de l'hiver, dans le froid tombeau de la terre. Les mêmes rayons réveillent les champs, les prés, les pâturages, et leur ordonnent de faire lever l'aliment quotidien de l'homme et de la bête. Ils mûrissent aussi, dans les vergers et les vignobles, les fruits au

cœur de miel. Si tout cela est fait par la même force céleste qui lance l'éclair à travers les nuages d'été, sombres et lourds de pluie, et qui porte l'humble voix humaine le long des fils qui relient des peuples éloignés, alors j'y vois une nouvelle preuve de l'infinie sagesse de Dieu qui ne se sert que d'un seul moyen pour accomplir et les grandes choses et les toutes petites... »

« Je lui rappelai, poursuit M. Pupin, les paroles qu'elle m'avait dites quand j'étais jeune garçon : « La science est l'échelle d'or par laquelle nous montons aux cieux », et je lui demandai si elle y comprenait les nouvelles connaissances que je venais de lui résumer. « J'y comprends », répondit-elle, toute connaissance qui nous rapproche de Dieu; or tes études nouvelles l'ont fait assurément. Penses-tu, mon fils, depuis la création d'Adam, Dieu envoie ses messages d'étoile en étoile et, d'après David, des étoiles jusqu'à l'homme. Les moyens que Dieu emploie, l'homme, imitant la méthode divine, commence maintenant à les utiliser quand il se sert de l'électricité pour porter quelque message à un ami lointain. Les maîtres qui t'ont enseigné cette science sont aussi sages que les prophètes et aussi saints que les plus grands saints du Ciel. »

Cette dernière pensée dénote chez l'honnête paysanne plus de naïveté et de bienveillance native que de connaissance des hommes. Mais on voit combien M. Pupin a raison de dire : « La religion avait appris à ma mère à saisir l'esprit de la science. »

* * *

Les « inexorables traditions d'Idvor » avaient déposé dans l'âme du jeune Pupin les semences du nationalisme. Il les fit si bien germer, qu'à Panchevo, où il faisait ses études moyennes, il lui arriva, au cours d'une manifestation, de fouler aux pieds le drapeau impérial. Après ce beau coup il ne put mieux faire que de partir sans retard poursuivre ses études à Prague. Là encore il faisait plus de bruit que de bien. Ses progrès scolaires étaient déplorables. Aussi, apprenant la mort de son père, il comprit qu'il ne pouvait être qu'une charge pour les siens. Il prit une résolution énergique, et s'embarqua sur un navire d'émigrants, après avoir vendu tout ce qu'il possédait pour payer le prix de la traversée. Sur le bateau il versait des larmes amères en songeant que les siens lui reprocheraient de les avoir trahis. Il avait écrit à sa mère une lettre où il lui annonçait son départ, lui promettant de revenir bientôt « riche de connaissances rares et comblé d'honneurs académiques ». Mais, malgré son optimisme, il se rendait bien compte qu'il s'en allait trop pauvre pour louer une couverture et que dans ces conditions il risquait gros de courir à la catastrophe. Après une traversée épouvantable, où il se cramponnait nuit et jour à la cheminée du navire pour ne pas mourir de froid, il commença ses expériences d'« américanisation ». La première initiation lui vint de la fille du fermier qui l'avait engagé pour conduire ses mulets. Elle était si discrète, si dévouée, si bienfaisante que le jeune Michael voyait en elle comme une fée de son pays et l'appelait sa *vila*. Elle lui apprit l'anglais et se mit en devoir de corriger doucement la verdeur de ses idées serbes. C'est merveille de voir les idées du paysan d'Idvor, tout imbu de l'orgueil de sa race, heurter une à une les idées américaines, puis sous la patiente influence de la *vila*, s'éclairer, s'assouplir, se modifier. La *vila* et sa mère incarnaient pour lui la mission que s'est donnée la femme américaine, d'être l'éducatrice de la génération montante. Lorsqu'il leur dit adieu, il s'en alla nanti d'un fonds d'idées nouvelles qui allaient le rendre plus assimilable à la vie urbaine d'Amérique. Après quelques péripéties il trouva un second maître, plus rude mais plus profond dans la personne de Jim, chauffeur des chaudières à la fabrique de biscuits où il avait trouvé du travail. Jim était un célibataire sans espoir mais non impénitent, qui employait ses loisirs à méditer sur les choses, les hommes et la vie. Il distribuait ses pelletées de charbon et ses aphorismes avec une égale dextérité. Un jour, Michael, plus versé que lui en connaissances byresques, lui expliqua combien les perfectionnements de la machine à vapeur par Watt avaient accéléré les progrès industriels plusieurs années avant la déclaration d'indépendance. Jim lui répondit : « Les Anglais nous ont fait proclamer notre indépendance et nous ont donné en outre, dans la machine à vapeur, le moyen d'en tirer parti. » Revenant sur cette réflexion qui l'avait frappé, Pupin lui fit observer, à quel temps de là, que le don de la machine à vapeur eût été peu de chose s'il ne se fut trouvé des hommes capables d'en tirer parti. Et Jim de répon-

(1) *Du berger au savant*, par MICHAEL PUPIN, avec avant-propos de JEAN CAPART, Bruxelles-Paris, Vromant, 1928, XVI-436 pp.

dre : « Oui, sans hommes intelligents et énergiques, la déclaration de l'indépendance n'eût elle-même servi à rien. Sans Lincoln et Grant, les grands mobiles de la Guerre Civile se seraient réduits en fumée. Ce pays, mon garçon, s'exclama Jim avec chaleur, est un monument à la gloire des hommes actifs, énergiques et intelligents qui l'ont créé. » Pour le jeune Michael qui venait d'un empire dont tout proclamait qu'il était un monument élevé à la gloire des Habsbourg, de telles paroles étaient une révélation.

Toutefois, M. Pupin ne perdait pas de vue qu'il était allé en Amérique pour en revenir riche de connaissances rares et comblé d'honneurs académiques. Il employait ses loisirs à dévorer la bibliothèque de Cooper Union et à lire le *Scientific American* et le supplément scientifique du *Sun* dominical. Quant à la culture générale et classique, il la trouvait chez un autre maître, Bilharz, un Allemand qui logeait avec lui dans les greniers de la biscuiterie. Ce Bilharz était un ancien séminariste, dont la vocation sacerdotale avait sombré dans une affaire de cœur. En une heure d'épanchements, il fit à Michaël cette douloureuse confidence : « Il est étonnant de constater ce que peuvent les yeux d'une femme. Ils sont souvent comme ces étoiles du ciel, qui nous encouragent, nous, pauvres mortels, à aspirer vers les hauteurs célestes. Hélas ! mainte fusée qui semblait s'en aller vers le firmament s'est retrouvée tout à coup dans la boue. Moi, je suis une de ses fusées... » Depuis lors, il vivait dans le regret de son passé, gagnant obscurément son pain, satisfait de la dernière place, et attendant qu'il plût à Dieu de le rappeler à lui. Ses connaissances étaient d'une étendue étonnante. Il ne les révéla qu'à son élève. C'est à son école que le jeune Pupin se perfectionna dans la connaissance de l'anglais et apprit assez de latin et de grec pour passer brillamment l'examen d'entrée à Columbia College. Bientôt des succès athlétiques joints à son extraordinaire facilité pour les études firent de Michaël l'étudiant le plus populaire de Columbia. Comme il réussissait aussi bien dans les lettres que dans les sciences, il resta quelque temps indécis sur la direction à prendre. Enfin la physique l'emporta. Une démonstration expérimentale, faite au cours, de l'induction électro-magnétique l'avait conquis comme par magie. Il se décida à quitter Columbia, où ses succès lui valaient cependant l'assurance de trois années de gratuité de cours, et partit pour l'Europe afin d'y étudier les découvertes électriques dans la patrie même de Faraday et de Maxwell.

Parti d'Europe avec cinq cents dans la poche et le cœur plein d'illusions, il y retourna neuf ans plus tard, muni de ses papiers de naturalisation et de son diplôme de bachelier ès sciences, et l'esprit rempli d'espérances riches et précises.

Le premier contact avec le pays natal révéla une curieuse survivance du nationalisme, sous l'américanisme du jeune citoyen des Etats-Unis. Il voyageait en compagnie d'un groupe d'étudiants serbes rencontrés à Budapest. Voyant s'élever à l'horizon la silhouette imposante de Belgrade, il ne put maîtriser son enthousiasme, et retrouvant sur-le-champ l'usage de sa langue maternelle, il salua « l'acropole serbe » dont il exprima l'espoir « qu'elle deviendrait bientôt la métropole de tous les Slaves méridionaux ». C'est ce qu'il appelait « le point de vue américain » sur les destinées de son pays. Un peu plus loin, à Karlovci, il arriva juste à point pour prendre part à une manifestation nationaliste à la mémoire du poète serbe Branko Radicevich. Invité de tous côtés à des concerts et à des réunions de toutes sortes organisées en son honneur, il ne manquait pas d'y exposer le « point de vue américain » dans les questions serbes. Tant en advint qu'il fut mandé par le Iehspan, ou gouverneur de la province. Ce haut fonctionnaire était informé de ce que, dans ses paroles publiques, M. Pupin avait le droit divin de la Couronne... Ces idées quasi moyennageuses étaient alors exprimées sans rire par les plus dignes personnages. Le jeune Américain com prit qu'il y avait de quoi empoisonner son séjour au village natal et se le tint pour dit. Ce ne fut qu'une étape dans sa conversion. Il souffrit encore longtemps du virus nationaliste avant de s'en dégager et de porter ce jugement, sévère, mais hautement autorisé : « L'antagonisme entre races est un trouble psychique des plus fâcheux ; bien qu'il soit un produit repoussant du nationalisme moderne, le monde fait moins que rien pour se débarrasser de ce poison insidieux. La civilisation européenne est en train de se laisser détruire par lui. » Mais hélas ! le nationaliste converti qui prononce cette sentence ne doit-il pas se désoler, dans ses vieux jours, de voir poindre parfois sous

le couvert de la doctrine de Monroe un nationalisme américain étroit, aveugle, mesquin autant qu'un autre, et qui, s'il venait à prendre droit de cité, serait peut-être plus abject, parce qu'il est plus rapace et se fonde sur le culte de la force et la puissance de l'argent ?

Un labeur ardu à Cambridge, puis en Allemagne auprès de Helmholtz, fut couronné par le doctorat de l'Université de Berlin. Une conquête qu'il jugea plus précieuse peut-être lui advint vers le même temps. Quelques mois auparavant il avait épousé à Londres une Américaine, miss Jackson, qu'il eut le malheur de perdre peu d'années après. C'est pendant son voyage de noces qu'il découvrit le principe de sa grande invention : les conducteurs d'ondes à forte induction, généralement appelés lignes téléphoniques *pupinisées*. L'idée en était puisée à une double expérience : celle du petit père d'Idvor regardant curieusement vibrer la corde de la cithare sous les doigts du ménestrel, et celle de l'étudiant de Cambridge approfondissant la « mécanique analytique » de Lagrange. Aussi, à la naïve question du paysan d'Idvor, épouvanté par l'intelligence américaine : « Par saint Michel, comment arrivez-vous à gagner votre vie chez ces gens-là ? », le savant pouvait-il répondre à part lui : « L'humble père d'Idvor et l'illustre Lagrange de Paris me l'ont appris. »

Toute la vie scientifique de Pupin présente la même unité. Les curiosités de son enfance l'accompagnent dans ses plus belles inventions. Lorsque, petit bouvier, il passe les nuits d'été à garder les troupeaux en observant l'heure sur les astres et en cherchant à pénétrer le mystérieux message des étoiles, il porte déjà en germe l'intérêt passionné qu'il aura plus tard pour la théorie électromagnétique de la lumière. Lorsqu'il suit, tout intrigué, les manœuvres du joueur de cornemuse, accordant son instrument, il prépare de loin sa invention de « l'accordage électrique » employé en télégraphie sans fil. Lorsque pendant les nuits de garde il recevait les signaux des autres pères en tenant l'oreille collée au sol et répondait en frappant le manche de son couteau fiché en terre, il faisait une expérience qui, aux premiers essais de Marconi, lui ferait comprendre l'importance de la prise de terre en radiotélégraphie. Il sautait aux yeux... que le meilleur détecteur pour un oscillateur avec fil de terre devait être un second oscillateur d'Herz relié au sol... D'après moi, Marconi imitait inconsciemment les jeunes pères d'Idvor lorsque — pour parler métaphoriquement — il plongeait dans la terre ses couteaux électriques, afin de transmettre et de recevoir des vibrations. Et pour ceux qui se flattent de correspondre un jour avec une autre planète voici un avertissement : « Le sentiment de l'ancien père d'Idvor est que cet espoir ne repose sur aucune base scientifique, et cela pour une raison bien simple : nous ne pouvons trouver, sur la planète Mars, aucun contact avec notre sol ; par conséquent, il nous est impossible d'associer étroitement Mars avec notre oscillateur hertzien. Or, sans cette association il n'y a aucune perspective d'envoyer des ondes à une grande distance. »

L'autobiographie de Michaël Pupin est celle d'un savant et d'un inventeur dont toute la vie scientifique est associée à l'histoire de l'électricité au XIX^e siècle. C'est dire qu'à ce point de vue elle présente un intérêt puissant. Mais la véritable valeur de cette vie est ailleurs. Sans doute, des inventions comme les lignes *pupinisées* ou la photographie des rayons X sont des titres importants à l'admiration et à la reconnaissance des hommes. Mais une fois acquises, ces inventions subsisteront et se développeront, même si la mémoire de leur auteur vient à s'effacer. Le livre de M. Pupin nous donne mieux. Il nous donne son esprit et son cœur. Or de cette âme de choix émane un charme d'autant plus exquis qu'il s'ignore. Tous ceux que M. Pupin a approchés — nous le voyons par le récit naïf qu'il nous fait — en ont subi le prestige. Cette simplicité du cœur et cette finesse de l'esprit qui lui ont conquis ses amitiés conquièrent aujourd'hui ses lecteurs et font du récit de sa vie une lecture plus attachante que le plus captivant des contes. Il est à souhaiter que ce livre soit mis entre les mains des jeunes gens. L'avenir sera fait en grande partie de leur idéalisme et de leur désintéressement. Ils trouveront ici un exemple particulièrement aimable de l'un et de l'autre. En présentant au public la traduction française de cet ouvrage, M. Capart avait le sentiment qu'une telle œuvre venait à son temps pour exciter l'enthousiasme des jeunes à l'égard de la recherche scientifique. Qu'elle vienne à son temps, l'initiative de S. M. le Roi en faveur du Fonds national de recherches le prouve du reste. Même à ceux qui n'y

trouveront pas le point de départ d'une vocation scientifique, elle donnera le respect de la science et des hommes de science qui sont les artisans lointains et souvent oubliés de la grandeur du pays. Elle les encouragera à sortir d'eux-mêmes, à porter leurs regards au delà des préoccupations immédiates d'intérêt ou d'amusement et leur apprendra non seulement à voir grand mais à voir beau.

E. STYLS, S. J.

“ Les chiens de Dieu ,” par Louis Artus

Que dirai-je de ce roman (1) dont je ne suis pas sûr de comprendre le sens caché?

Original, certes; catholique et apostolique aussi, voire évangélique et apocalyptique. Trop évangélique peut-être : à certains moments un pastiche de l'Évangile, dont il emprunte le ton et démarque les personnages. Le héros principal, Jean de Milan, serait-il le Christ lui-même, revenu sur la terre avant la fin du monde? On se le demande longtemps; puis, il appert que ce ne doit être que son prophète, l'annonciateur de son avènement à la fin des temps, Elie peut-être, car on apprend, presque à la dernière page, que c'est un Juif fidèle et que seul il doit atteindre sans mourir le terme glorieux (?).

Que le lecteur débrouille l'énigme. On le laisse s'égarer; on le lance sur de fausses pistes. Où le conduit-on? Il marche toujours, dans l'espoir d'aboutir à une clairière, où tout s'éclaircira.

Où, si vous voulez, c'est un *puzzle*. Les chapitres n'auront un sens que quand ils seront agencés. Courage! Allons jusqu'au bout. Alors l'ensemble apparaîtra.

Mais non. A la fin, on est mal payé de sa peine; on voit bien quelque chose, mais on ne distingue pas bien.

Peut-être faut-il lire deux fois. Des détails de la première et de la deuxième partie prennent un sens à la lumière de la troisième. Mais la couverture promettait un roman. Nous attendions de l'auteur une belle histoire, et il nous trompe avec sa charade. Il ferait regretter le temps où les romanciers, pleins de prévenances pour les imbéciles qui les lisaient, disaient avec simplicité, en tête de leurs chapitres, où et quand se passaient les événements.

« Nous sommes au mois de juillet, en l'an 23 de l'ère chrétienne, à Antioche, la Reine de l'Orient... » Ainsi parle l'honnête Lewis Wallace, dans son *Ben-Hur* qui, ma foi, est plus captivant, malgré ses longueurs et ses naïvetés, que les *Chiens de Dieu*. Il pense au moins, celui-là à quelqu'un qui le lira et qui est peut-être un pauvre homme, facilement distrait, absorbé par ses soucis ou pas très perspicace. Aussi dira-t-il gentiment : « Pour la pleine intelligence des lignes qui vont suivre, le lecteur doit se rappeler que... » Ou encore : « Ces explications données, nous invitons le lecteur à regarder dans l'un des jardins du palais sur le mont Sion. »

Un guide aussi consciencieux vous met toujours la carte du pays à la main. Aucun risque de s'égarer et, s'il y a du mystère le long de la route, puisqu'il en faut pour attirer l'attention, on est toujours sûr que, finalement, le conducteur aura tout expliqué.

Ce n'est pas le cas pour M. Louis Artus. Il raconte des histoires invraisemblables, qui se passeront en des temps futurs, quand seront constitués les États-Unis d'Europe et que le monde sera atteint par la décrépitude finale. Alors, douze hommes seront choisis par Jean de Milan pour être les apôtres des derniers jours. Et les antécédents de chacun des douze nous sont racontés, pour les uns en

quelques lignes, pour d'autres en un ou deux chapitres. Maître Renato, le Judas de la troupe, a les honneurs de toute une partie, le premier tiers du volume : cela forme un petit roman à part, où il n'est pas encore question de Jean de Milan et dont on ne comprendra le rattachement au reste que vers la fin de l'histoire.

Renato est le fils prodige d'un Parisien, Carlo de Saltz, qui, pour l'amour de M^{me} de Montforcat, a vendu son âme au diable. Ce Carlo ne croit d'ailleurs pas à l'existence du Mauvais Ange, mais, initié aux pratiques de sorcellerie égyptienne, il essaie de l'envoûtement et réussit à provoquer ainsi la mort du président de Montforcat, le mari de la femme qu'il convoite.

L'expérience n'est pas concluante aux yeux de Carlo. Cette mort subite n'est-elle pas la conséquence prévue d'une maladie de cœur? Poussé par la passion, il use d'un second maléfice, philtre d'amour après le philtre de mort. Nouvelle réussite. La pieuse et invraisemblablement naïve veuve se laisse prendre à ses embûches. Elle sait cependant que le diable est pour beaucoup dans l'affaire, et Carlo donne, à certains moments, des signes non équivoques de possession démoniaque.

Mais elle se dévouera pour le salut de l'âme de Carlo, elle l'épousera pour l'arracher à Satan. Oui, la mystique malade du roman catholique d'aujourd'hui va jusque là. Il est entendu que l'amour divin est une folie, qui paraîtra d'autant plus sublime qu'il fera faire plus de « folies ». Celle-ci, vraiment, est une trouvaille!

Faut-il que la religion de M^{me} de Montforcat soit peu éclairée pour accepter un mariage avec un monstre pareil? Mais tout cela se passe dans un monde si éloigné de la réalité, et tout le talent de M. Artus, si puissant dans l'évocation des scènes de sorcellerie et des troubles singuliers éprouvés par le possédé, n'est pas capable de rendre vraisemblables les élans de « charité » de cette sottise héroïne du devoir.

Bref, le mariage se fait et, quand naît le fruit prodigieux de cette union, quand le petit René donne des signes d'intelligence tellement précoces et extraordinaires qu'ils affolent le père, le lecteur, comprend — malgré l'émerveillement de la mère, — que cet enfant est beaucoup plus le fils du démon que le fils de Carlo de Saltz... Il est destiné à être l'un des douze, mais le traître, le thaumaturge sans amour, qui se perdra, dans l'orgueil de ses prodiges, parce qu'il sera jaloux de la suprématie de Jean de Milan. Et alors, il apparaîtra un jour aux yeux effrayés des onze autres, que ce Renato est l'Ennemi, qui s'était faufilé parmi eux et qui, vaincu par la douceur de leur Maître, leur jettera, en s'éloignant, l'injure de « Chiens de Dieu! »

Chiens de Dieu, ils le seront, les autres, mais « de bons chiens, fidèles et mordants » qui veilleront sur le troupeau avec amour, maintenus dans l'humilité par leurs tares physiques et par le souvenir des tares morales de leur vie antérieure.

Car ce n'étaient pas des saints. La grâce de leur élection est tombée sur la plupart d'entre eux à l'improviste, et nul n'aurait cru que Hans l'infâme comédien, ou Matthieu le révolutionnaire, Guy l'académicien, Jude le Mineur (il s'agit d'un porion); l'auteur y gagne un rapprochement de plus avec l'Évangile, mais ce n'est qu'un calembour enfantin), ou Louis le domestique, André le cul-de-jatte, ou même Pierre le curé de campagne et les autres étaient destinés à se muer en apôtres, à tout abandonner pour suivre un prophète qui ne leur dit d'ailleurs que des paroles vaguement évangéliques : « L'heure que nous attendions est venue, l'heure d'aimer et de secourir » ou qui, comme Jésus, leur dit simplement : « Venez », et ils le suivent, subjugués par le prestige de cet inconnu.

Plus tard, réunis tous dans une sorte de dernière cène, il leur tient un plus long discours, où il fait allusion à leur tâche future de prêcher le dernier avènement du Christ : « Vous ne cesserez point d'annoncer son approche redoutable et joyeuse, afin que nul voyageur, par votre faute, n'ignore l'heure du départ et ne

(1) Paris, Grosset.

manque le but. Vous entrerez sans vergogne dans les maisons à l'heure des repas, dans les théâtres et dans tous les lieux publics; vous prêcherez sur les places; partout où règne la violence, au Conseil des chefs du peuple; où sévit le mensonge, dans les écoles; jusque dans les prisons où l'on vous jettera, et sur l'échafaud de votre supplice ».

Le lendemain de cette cène, après la messe clandestine de Pierre le curé, aura lieu la dispersion de ces nouveaux apôtres.

Ici, le rideau tombe et, sauf un épilogue obscur, l'histoire est finie et l'on ne sait ce que deviennent Jean de Milan et ses disciples.

Quel fut donc le but de l'auteur?

Il a voulu, sans doute, projeter sur notre époque l'histoire de la vocation des douze apôtres par le Christ, et rendre ainsi plus sensible le contraste entre la prétendue civilisation moderne et l'idéal évangélique du renoncement au monde et de l'amour de Dieu.

L'idée était originale et féconde et, présentée avec plus de simplicité, elle eût pu faire impression sur le lecteur. Mais l'auteur l'a volontairement enveloppée de réticences; il a multiplié les énigmes. Car il est resté aujourd'hui que l'obscurité est de la profondeur.

Puisque M. Artus en était à s'inspirer de l'Évangile, que n'a-t-il imité aussi la limpidité sublime de l'histoire du Christ? Combien une certaine littérature catholique, qui se monte si curieuse de mystique et de mystère, gagnerait à se plonger dans les eaux vives de la simplicité évangélique!

PAUL HALFLANTS.

La dictature ébranlée

Le moment serait-il venu de démêler à nouveau la politique générale de l'Espagne et d'en faire le point? A vrai dire, le chroniqueur n'y risque guère: l'opération, cette fois, n'est pas ardue. Puisque nous nous interdisions de recueillir les potins et menus propos qui courent les grandes routes d'Europe et que nous nous bornons, par souci de perspective, à décrire les courants manifestes qui traversent l'Espagne, notre tâche est aujourd'hui facile. Il y a peu de changé depuis quelques mois.

Peu, sans doute, mais ce peu est important. Depuis longtemps, on se le rappelle, les préoccupations en Espagne, bien plus qu'en Italie, se portaient vers un retour à plus de stabilité politique. Déjà en 1927, la succession de la dictature intéressait autant le pays que le programme d'action qu'elle se traçait encore. Visiblement, on aspirait à quelque chose de moins précaire que ce régime personnel, qu'un coup de revolver ou une fièvre galopante peut abattre du jour au lendemain.

Or, le général Primo de Rivera a paru comprendre un moment ce désir. Il a annoncé son intention de se retirer au cinquième anniversaire du coup d'État, le 13 septembre prochain. On respira. Seulement, de façon aussi soudaine que l'annonce, est venu le démenti. Toute l'Espagne résonnait encore des résolutions de retraite du dictateur lorsque celui-ci fit savoir que, au bout de huit jours, la situation s'était renversée, que les anciens politiques — ces hommes auxquels chaque communiqué de la Présidence jette, comme un rite, sa malédiction — s'étaient si ostensiblement réjouis de son départ qu'ils ourdissaient pour sûr des plans infâmes afin de rétablir l'ancien régime, que cette attitude mettait en danger l'œuvre essentielle de la dictature, qu'il y fallait parer avec la dernière énergie, et que, cela étant, lui, Primo de Rivera, continuerait à se sacrifier pour le bien du pays aussi longtemps qu'il le faudrait. Combien serait-ce? Peut-être cinq ans, sept ans; tout au moins deux ans, quoi qu'il advienne (1).

(1) Cfr *El Debate*, 12 juin.

Ainsi fut proprement remis le projet du général de céder le pouvoir au comte de Guadalhorca et de s'en aller faire un tour d'Europe.

* * *

On pourrait épiloguer beaucoup sur les motifs réels de cette volte-face. L'histoire les révélera à son heure. Mais ce qui n'a pas besoin d'être révélé, parce qu'assez évident, c'est l'effet que produisit cette palinodie sur l'opinion publique. Il y eut un moment de stupeur, d'une stupeur qui suinte dans la grande presse même à travers le crible de la censure. L'avis le plus significatif fut donné par *El Debate*. Réellement, le journal catholique madrilène mérite le titre qu'il s'attribue d'ami sincère de la dictature. Sincère, parce qu'une sympathie foncière n'étouffe pas sur ses lèvres la remontrance et que ses appréciations châtient plus qu'elles ne flattent. Or, *El Debate* formula, au lendemain de la fausse crise présidentielle, le jugement le plus sévère que nous ayons jusqu'ici rencontré dans ses colonnes. D'autant plus sévère, qu'il atteint, cette fois, non point un simple article du programme, un projet de réforme ou une tendance politique, mais la personne même de Primo de Rivera.

Dans cet éditorial, *El Debate* (1) souligne, après quelques politesses, que le général, en décidant sa retraite prochaine, avait fait un geste « hautement politique ». D'abord, ses ennemis personnels auraient bien dû lui reconnaître plus de patriotisme et moins d'ambition que leur malice ne lui en prêtait. Mais à côté de cet intérêt d'ordre personnel, l'intérêt public militait dans le même sens: « Il importe, en effet, que le marquis d'Estella se retire manifestement parce qu'il le veut lui-même », sans coaction ni violence, et même que son départ paraisse prématuré au pays.

Mais il y a plus, suivant *El Debate*, Primo de Rivera n'est pas l'homme qu'il faut pour ramener l'Espagne à la légalité constitutionnelle. Une dictature civile s'intercalerait à sonhait entre sa poigne et la restauration de la liberté. Non point, certes, que le général ne fût qu'un traîne-sabre: il s'est montré au contraire excellent gouvernant. Mais ce n'est pas nous, poursuit le journal, qui lui donnerons un diplôme de chef de parti. Ce qui manque à l'Espagne, c'est un instrument de gouvernement. L'*Union patriotique* que le dictateur a forgée dans ce dessein se montre insuffisante à la tâche. Au surplus, en cherchant à constituer l'équipe de l'avenir, le dictateur continue à frapper d'une exclusion que, politiquement, nous qualifierions d'infamante: les membres des anciens partis. Tout cela montre que les cartes se sont brouillées au jeu du général. Il convenait donc nettement qu'il passât la main.

De la part d'un journal libéral comme *El Sol*, ce langage n'étonnerait pas. Mais venant du plus ferme et du plus raisonnable appui du gouvernement actuel, il indique que quelque chose de grave s'est passé.

De grave, évidemment. C'est la condition élémentaire d'une dictature de racheter le poids du régime par la popularité du dictateur. Du moment où le chef n'entraîne plus les cœurs, ce poids tourne en intolérable fardeau. Et dès lors, les jours du régime sont comptés. Il agonise. Or, le général Primo de Rivera a véritablement, depuis un an, provoqué à son endroit la lassitude du pays.

* * *

Les occasions lui ont été toutes bonnes, semble-t-il. On réclamait, à droite, des élections municipales, tout au moins pour partie des *Ayuntamientos*. Ce serait le moyen, disait-on, de tâter l'opinion et de flairer le vent avant la grande épreuve inévitable. Le dictateur admit le principe, mais déclara dépourvoir d'office cette consultation de tout sens politique quelconque: la campagne électorale ne pourrait porter que sur les égouts, le budget communal, l'alignement des rues, bref, sur les questions d'intérêt purement local. Peut-être avait-il théoriquement raison: la politique ne vicie que trop l'administration. Mais on ne lui demandait pas cette rigueur. Il s'agissait d'autre chose: désireux de parler librement, le pays eût trouvé cette occasion de se soulager. Qu'y risquait-on? Mussolini n'a-t-il pas autorisé, naguère, des élections législatives? Primo de Rivera, dont les notes et discours débordent d'une tapageuse confiance, n'a pas osé s'exposer au risque purement moral d'une censure publique. Bien plus: alors que ces élections dûment ligotées étaient fixées pour novembre prochain, voilà

(1) 15 juin.

que, en mars, le gouvernement les remit *sine die*, en alléguant le prétexte suranné qu'il fallait au préalable reviser les listes électorales. Ce geste... rentré a donné l'impression que le général sentait le pays l'abandonner.

Et puis, l'Assemblée nationale, cette autre soupape de sûreté ne fonctionnait pas comme on le voudrait. Certes, il fallait s'y attendre. Par l'acte qui le tira du néant, le dictateur avait annoncé qu'il ne l'émanerait pas. Mais on en espérait tout de même quelques grands débats, qui eussent remis en lumière les questions vitales. Ces débats furent rares et étriés.

Rien de typique à cet égard comme l'interpellation de M. Ayats, le 13 janvier, sur le régionalisme catalan. Loïn d'aboutir à apaiser les récalcitrances, il semble que tout y fut calculé pour les exaspérer. Si le général avait admis cet objet à l'ordre du jour, était-ce vraiment pour traiter avec mépris, durant toute la séance, les avertissements de l'interpellateur, un Catalan, et de M. Victor Pradera, l'éminent Basque, que Primo de Rivera avait pour tant appelés tous deux, de son plein gré, à faire partie de l'Assemblée?

Au premier, un régionaliste adversaire de toute séparation d'avec l'Espagne, qui terminait en disant : « Notre parler est notre âme », le dictateur décoche ce trait : « Il ne peut y avoir d'autre âme que celle de l'Espagne. » Dans son discours de réponse, il exprime ensuite l'amer regret d'avoir soutenu autrefois les espérances catalanes, confond indissolublement régionalisme et séparatisme, et termine en déclarant prohiber désormais tout débat sur le régionalisme non seulement à l'Assemblée, mais encore dans la presse et même par le livre. On eût cherché en vain un moyen plus efficace d'attirer les colères en Catalogne.

Pareille brutalité était d'autant moins de mise que le mouvement catalan s'était trouvé à la veille de virer dans un sens national. En novembre dernier, M. Luis Duran y Ventosa, l'ancien sénateur et dirigeant de la *Lliga Regionalista*, avait pris attitude de façon fort intéressante. Il faut savoir que, dans la propagande catalaniste, la *Lliga* s'était trouvée dépassée, après la guerre, par un groupement plus jeune et plus radical, l'*Accio Catalana*. Moins manœuvrière que la *Lliga*, l'*Accio* avait rejeté toute préoccupation d'ordre « espagnol » pour se vouer uniquement à la défense des intérêts catalans. A côté du parti prêt à collaborer au gouvernement de Madrid et qui lui avait en effet donné des ministres, ce mouvement figurait le régionalisme borné, exclusif, mais éternique au suprême degré. Et la faveur populaire le suivit : l'*Accio* emporta des majorités contre la *Lliga*. Déconfite, celle-ci se retira de la scène.

Or, la dictature ayant haïonné l'*Accio*, les anciens chefs du parti modéré, après une longue attente, crurent que leur heure était venue. Par ses déclarations, M. Duran y Ventosa annonçait leur intention de mener une propagande à la fois espagnole et catalane. Et chacun savait que le grand homme d'Etat catalan, M. Cambó, se réservait de prendre la tête du courant nouveau. Certes, il avait refusé de siéger à l'Assemblée, mais c'était indice d'expectative et non de désistement. Un livre de lui allait paraître sur le problème catalan et la question constitutionnelle. Telle était la tourmente des événements.

Mieux inspiré, le dictateur eût favorisé ce glissement des revendications catalanes dans les voies d'un patriotisme orthodoxe. Mais non, il a préféré nier, purement et simplement, avec l'âme catalane, le régionalisme lui-même. C'était multiplier l'injure. « En Biscaye comme en Galice et comme en Catalogne, assure-t-il, cette fièvre d'envie et d'arrogance régionalistes a disparu, et l'arbre glorieux de Guernica est devenu aussi espagnol que le Poblet, Santiago, Guadalupe ou la Giraldà... Voilà à quoi nous sommes arrivés au bout de quatre ans. Tous, ou presque, ont maintenant rejeté ces futilités que sont les petites nationalités ou la distinction entre la petite et la grande patrie. »

Tout malavisé qu'il soit, ce langage n'est pourtant pas inutile. En parlant de la sorte, le général met à découvert l'illusion fondamentale qui gouverne sa politique envers les idées régionalistes. Pour lui, elles n'existent plus; il y a tout au plus, quelques fantaisies attachées en des cerveaux rêveurs. Cela ne vaut même pas un salut; à plus forte raison, un décret. On ne cherche pas à satisfaire le néant.

Cependant, un incident inattendu l'a fait chopper sur la dure réalité des griefs linguistiques catalans. Les évêques de Catalogne, suivant en cela la ligne de conduite perpétuelle de l'Eglise, ont recommandé au clergé de parler à leurs ouailles leur langue propre et de prêcher en catalan là où le catalan est l'idiome dominant. En face de cette règle, que le séparatisme n'a certainement pas

dictée, les décrets rivériens qui abolissent le catalan à l'école et dans toute correspondance officielle ont paru d'autant plus draconiens. Le dictateur l'a bien senti, mais il ne s'est pas corrigé. Au contraire, il s'est empressé au Vatican pour faire casser la décision des évêques. Le Saint-Siège, moins empressé, a ordonné une enquête, et jusqu'ici le catalan demeure en Catalogne langue usuelle de l'Eglise. Voilà donc encore un faux pas du général.

Même là où il paraît sagement progressif, Primo de Rivera ne se couvre pas assez contre la critique. Ainsi, le décret établissant la corporation agricole est une excellente chose. Ces comités paritaires institués pour régler respectivement les conflits du travail agricole, de la propriété rurale et du commerce des produits de la terre introduiront dans la vie professionnelle l'habitude de la conciliation et de l'arbitrage. Ils seront d'ailleurs librement composés par le suffrage des intéressés. Mais pourquoi, dans le plan général de ces corporations, méconnaître systématiquement les syndicats catholiques? Pourquoi n'attribuer un rôle qu'aux seuls syndicats ouvriers homogènes, pratiquement aux organisations socialistes, alors que la masse organisée se trouve, pour l'agriculture, de l'autre côté? Et pourquoi encore, en traçant l'échelle des recours dans la procédure professionnelle, s'arrêter au ministre du Travail, à un personnage politique qu'influenceront intrigues et intérêts, plutôt qu'à l'impartiale magistrature? Voit-on la jurisprudence pour toutes matières d'ordre agricole définie et fixée en dernier ressort par le marxiste qui s'installera peut-être plus prochainement qu'on ne pense au ministère du Travail? Et cela alors que la question agraire réclame une solution si nuancée?

Bien sûr, en choppant là, le général ne s'estropie pas, mais il réussit tout de même à scandaliser ses meilleurs amis, qui sont à droite, ne lui en déplaise, et non à l'extrême-gauche. Et puis, à force de trébucher de-ci de-là aux aspérités du chemin, il n'est pas douteux qu'on paraît mal ingambe.

En somme, la popularité de Primo de Rivera est soumise actuellement à une rude épreuve. Son prestige même tombe fort, et l'histoire étrange des fiançailles rompues de ce bon père de famille est venue à point pour le meurtrir un peu plus.

Il faudrait, pour réparer cela, la rescousse de quelque haut habitué en Espagne à voir l'ordre régner dans les rues et au travail. Il n'y a plus de Maroc à pacifier, Tanger? La superbe revendication s'est effondrée, et si l'Espagne obtient dans l'accord nouveau quelques satisfactions de détail, elle y rencontre un partenaire nouveau, l'Italie, dont l'entrée dans la combinaison complique encore les affaires, et, qui sait, mettra peut-être en appétit d'autres pays encore. Or, M. Yanguas avait réclamé Tanger pour l'Espagne seule... Et la Société des Nations? Ah! il était fier et vraiment castillan ce geste d'en sortir en claquant les portes, parce que l'Espagne n'y trouvait pas rang de grande puissance. Et voilà que l'on recherche maintenant une formule honorable pour y rentrer. Non, rien ne fait plus chanter la sirène. Le charme du sauvetage est dissipé. On voudrait le sauveur dans l'histoire, plutôt que sur la berge, occupé encore à réclamer son dû?

L'an prochain remontera-t-il les poids? Peut-être bien, tout de même. C'est l'année des grandes expositions ibéro-américaines de Séville et de Barcelone. Le frère de la *raza*, l'Américain latin contre lequel on ne nourrit plus de rancunes, va visiter la *madre Espana*. Il importe que cette mère lui fasse beau visage. Et rien n'est davantage requis à cet effet que la quiétude politique dans la stabilité gouvernementale. Si Primo de Rivera parvient à atteindre la rive de 1920, ont peut donc augurer qu'il sera sauvé pour un temps.

A moins que sa santé, que l'on dit délabrée, mais qu'il proclame, lui, restaurée pour de bon, ne lui joue un nouveau mauvais tour. On le voit : il n'y a pas grand-chose de changé en Espagne, et ce n'était guère la peine de faire le point. La dictature dicte, la censure taille. L'Assemblée consultative est toujours là, mais, toujours aussi les vieux griefs du régionalisme, des hommes politiques malcontents, voire des gens d'affaires qui se plaignent de la stagnation. Rien de bien nouveau sur le terrain. Rien, sauf un certain nouveau vent qui s'en prend à la personne du dictateur et qui pourrait lui porter malheur s'il ne s'en avise à temps.

G. HOVOIS.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Anniversaires patriotiques du 19 août.

La flamme sacrée du souvenir n'est pas près de s'éteindre sur l'autel de la patrie. Nous revivons en ce mois les journées tragiques de l'invasion et les anniversaires se multiplient qui commémorent la prodigieuse résistance de la Belgique à l'invasion allemande.

Quel émoi, déjà, s'empara des plus clairvoyants parmi nous, lorsque se répandit la sinistre nouvelle que, le 28 juin (1914), François-Ferdinand d'Autriche, neveu et héritier de François-Joseph, avait été tué, avec sa femme, la princesse Chotek, par un étudiant bosniaque, Gravello Prinzip, le jour même de l'entrée solennelle des princes à Serajevo! L'émotion fut énorme en Europe. On eut la sensation que l'occasion depuis longtemps cherchée était trouvée, que l'étincelle était mise aux poudres, qu'elle allait provoquer la conflagration générale.

Plus tard on lancera la troublante hypothèse que l'attentat a été machiné par le gouvernement de Vienne lui-même. Cependant, sur l'heure, beaucoup se rassurent en apprenant que François-Joseph, n'imputant pas le crime à la Serbie, s'en est retourné paisiblement à Ischl continuer sa cure interrompue par l'événement, et que, de son côté, Guillaume II est reparti pour sa croisière annuelle dans le Nord.

Comédie! Le libretto de la grande tragédie était réglé; trois jours avant de lever l'ancre, Guillaume II avait tenu à Potsdam un Conseil de la Couronne où la guerre fut décidée.

Le 23 juillet l'Autriche l'allumait sciemment en imposant à la Serbie des propositions déshonorantes. En vain la réponse se fait-elle aussi humble qu'il est possible, en vain Sir Edward Grey cherche-t-il à interposer la médiation des puissances, l'Allemagne s'y refuse catégoriquement, la guerre éclate le 28 juillet par la mobilisation de la Russie contre l'Autriche. Guillaume somme le tsar de démobiliser en douze heures, et, apprenant que Vienne et Saint-Petersbourg se mettent d'accord, brusquement il coupe les ponts: le 1^{er} août, il déclare la guerre au tsar.

Alia jacta est! Le sort en fut jeté, la catastrophe mondiale allait éclater. Le 2 août les troupes allemandes marchaient contre la France en violant la neutralité du Grand-Duché, quand, au soir, parvenait entre les mains de notre ministre des Affaires étrangères, M. Davignon, le brutal ultimatum: « Libre passage ou je vous écrase! » On connaît la réponse. Déjà, en novembre 1913, elle avait été fièrement donnée par le roi Albert au potentat germanique. « La guerre avec la France, lui avait dit celui-ci, me paraît inévitable. Souviens-toi que tu es un Cobourg. Si mes troupes entraient en Belgique, que ferais-tu? » Et notre Albert avait répondu, avec son laconisme habituel et sa haute conscience: *Je ferais mon devoir!* Il le fit stoïquement, jusqu'au bout. Toute la Belgique, entraînée par son Roi, fit le sien, aussi, splendidement.

Cependant les événements se précipitent: le 3 août la guerre est déclarée à la France; le 4, à la nouvelle de l'entrée des Allemands sur notre territoire, l'Angleterre, à son tour, déclare la guerre à l'Allemagne surprise, indignée que « pour un chiffon de papier », pour la parole d'honneur du tuteur de ne pas toucher à sa pupille, l'Anglais s'avisât de se fâcher parce que le tuteur se préparait à égorger sa pupille.

Le plan allemand était au demeurant gigantesque, comme le dit M. l'abbé Schollaert dans son excellente *Histoire contemporaine*: dans un vaste et rapide mouvement, comme dans un cyclone, envelopper la Belgique et le Nord de la France, enserrer les Français, à peine décollés de leurs forteresses de l'Est, entre les deux branches d'une formidable tenaille et les broyer à jamais au fond d'un second et définitif Sedan; puis se retourner contre la Russie, ce mastodonte lent à s'ébranler, pour l'écraser à son tour.

Trois mois d'une brillante chevauchée! La guerre fraîche et

joyeuse! C'était le joli mot du kronprinz Frédéric-Guillaume. Ce fut un peu plus long, quatre ans, et cela finit par la débâcle.

* * *

Il ne s'agissait pas, au reste, de passer par la ligne hérissée de fortifications Verdun, Toul, Epinal et Belfort. C'est à travers la Belgique, où l'on ne s'attendait qu'à rencontrer un simulacre de résistance, que l'Allemagne allait lancer son immense armée: un million trois cent cinquante mille soldats, armés jusqu'aux dents, opposés à cent dix-sept mille. Mais il était écrit dans les livres du destin que Goliath serait arrêté par David, qu'une petite pierre, détachée de la montagne, irait frapper le colosse au front et qu'il s'écroulerait.

Liège, attaqué dès le 5 août, résista à la ruée; Loncin, son dernier fort, ne devait tomber que le 17. Les Allemands, dès le 15 au soir, célèbrent la chute de la place liégeoise en incendiant la ville inoffensive de Visé et en massacrant les civils. Ainsi, fidèles à une impitoyable consigne, vengeront-ils sur les innocents tout échec, tout retard qui leur sera infligé. L'Etat allemand est dieu, son armée sacro-sainte: embarrasser sa marche, c'est déjà un sacrilège.

Au lieu de s'ouvrir par un coup de tonnerre et de se précipiter en raz de marée, l'irruption allait piétiner pendant quinze jours et les conséquences de ce retardement seront incalculables.

La riante cité mosane, Visé, sur laquelle l'ennemi avait passé sa fureur, inaugura le dimanche 19 courant, le monument qu'elle a dressé à la mémoire de ses martyrs. Au cours de cette solennité que rehaussaient de leur présence le duc et la duchesse de Brabant, que de larmes silencieuses ont coulé au souvenir de ces atrocités! M. Meurice, le bourgmestre qui n'échappa que par miracle en 1914, évoquant cette lugubre tragédie rappelle le mot du cardinal Mercier. « C'est à Visé que j'ai vu la destruction la plus complète. » Honneur aux Visétois qui savent se souvenir, pleurer leurs morts, les glorifier et recevoir d'eux la leçon du devoir!

* * *

Avant cette date, le 12 août, la bataille de *Haelen* avait jeté un rayon de gloire sur notre cavalerie, le 4^e régiment de lanciers, avec artillerie à cheval et compagnies cyclistes et la 4^e brigade qui mirent en fuite l'ennemi sur toute la ligne, contraint d'abandonner un étendard, ses morts, ses blessés. On enterra le lendemain 3,000 cadavres d'hommes et de chevaux. Nos pertes furent beaucoup moins sensibles et le nom de *Haelen* fut inscrit comme un titre d'honneur sur les drapeaux et gravé sur les pièces des troupes victorieuses.

Cependant l'armée allemande s'avancit, masse formidable d'un demi-million d'hommes, 12 corps d'armée, 3 divisions de cavalerie, appuyés par 600 mitrailleuses et 4,800 pièces d'artillerie. Elle ne passera pas d'ailleurs impunément et tout en se repliant sur Anvers, nos vaillants soldats, sur la Gette et la Dyle, s'efforceront, au prix d'héroïques sacrifices, de gagner du temps, du temps qui valait plus que de For, qui devait permettre à nos alliés de tenir et de préparer la victoire de la Marne.

Je ne veux parler ici que de la journée du 18 août et de sa commémoration de dimanche dernier.

C'est la tragique bataille de Hautem-Sainte-Marguerite, où pour la première fois une armée belge de campagne essayait le feu des armées allemandes. Ce fut le baptême de sang et de gloire de nos troupes qui affrontèrent le colosse avec une splendide vaillance. On vit là nos postes d'artillerie tenir tête aux attaques des pièces allemandes et les briser, en dépit de leur supériorité; nos canonniers de la 2^e brigade rouler leurs canons à bras, sous un feu violent, hors de la zone dangereuse et entamer aussitôt un vigoureux duel avec l'artillerie très supérieure de l'ennemi. Tâche écrasante dévolue au 22^e et à un bataillon du 3^e! Nos braves furent à la hauteur. Le poste de Neerlinter arrêta pendant plus de deux heures des forces dix fois plus considérables. Vers Oplint-

ter, la 4^e compagnie du 1^{er} bataillon avait à peine reculé d'un kilomètre après quatre heures d'un combat acharné sous un effroyable bombardement. A Grimde, le bataillon du 3^e repoussa toutes les attaques depuis 14 heures jusqu'à 16 h. 30 et il fallut lui donner l'ordre de se replier pour qu'il ne fût pas pris à revers. C'est par une chaleur torride que se déroulèrent ces engagements, nos soldats étant épuisés par la soif au point d'oublier tout danger pour s'attarder à un puits, et restant survolés par les avions ennemis sur lesquels il leur avait été défendu de tirer par crainte de confusion avec des avions belges !

C'est dans ces conditions, au prix d'héroïques sacrifices, qu'ils parvinrent à contenir avec 1,800 hommes et 12 canons, l'ennemi qui déferlait en masses profondes.

Vers 16 h. 40, le 22^e reçut l'ordre de rompre le combat. A ce moment, le régiment était déployé en arc de cercle autour de Hautem-Sainte-Marguerite. Il entama une retraite méthodique, les minces lignes de tirailleurs s'accrochant aux fosses et aux haies pour fusiller l'ennemi. C'était peut-être un millier d'hommes, éparpillés entre le ruisseau de Geneviève et le tilleul de Hautem, qui lentement cédaient sous l'explosion incessante des shrapnells et le crépitement des mitrailleuses.

Brave régiment entre les braves ! Des 37 officiers qu'il comptait au début de la journée, 23 restèrent sur le champ de bataille ; il était réduit à 900 hommes environ, la moitié de son effectif, 400 furent tués. Et le nom de Hautem-Sainte-Marguerite rayonnera aussi, comme une étoile, par ordre du roi, sur le drapeau du 22^e, hélas ! dissous.

« Quand au soir du 18 août 1914, disait éloquentement dimanche dernier, M. le bourgmestre de Tirlemont, le soleil couchant projetait ses derniers rayons d'or sur les riantes campagnes tirlemontoises, on put distinguer dans les chaumes, une multitude de taches sombres, taches de deuil, taches de gloire, qui marquaient la ligne sur laquelle la poignée de soldats belges avait résisté aux flots de l'énorme masse grise qui déferlait sur la Belgique. Dès le lendemain matin, la terre encore chaude et imbibée du sang de nos héros, recouvrait ceux qui étaient tombés sur le territoire de la ville. »

Or, en 1918, à la suggestion de M. le sénateur Lucien Beauvain, l'administration communale décida de transférer ces morts tombés pour la défense de Tirlemont dans l'antique église Saint-Pierre à Grimde, désaffectée, livrée à l'abandon et presque tombée en ruine. Cette décision entraînait la restauration du vieux monument, qui remonte à 958, au début de l'époque romaine, pour le transformer en une nécropole digne de ceux qu'elle abriterait entre ses murs séculaires. L'œuvre fut confiée à l'éminent architecte qui est le restaurateur d'un autre Saint-Pierre, autrement vaste, celui de Louvain qu'il ressuscite dans sa majesté première. La réussite est complète à Grimde. Quel ensemble pittoresque ! Le clocher dresse son épi archaïque, l'appareil en moellons des murs rejointoyés a été scrupuleusement respecté, les toitures et charpentes renouvelées, les bas-côtés ramenés à leur hauteur primitive, les petites fenêtres, aussi étroites que des meurtrières, reconstruites sur le type des témoins anciens qu'offraient les croisillons du transept, les fenêtres du chœur rétrécies à proportion, une baie latérale demeurée et dégagée sert de niche à une statue imposante du patron de la petite église.

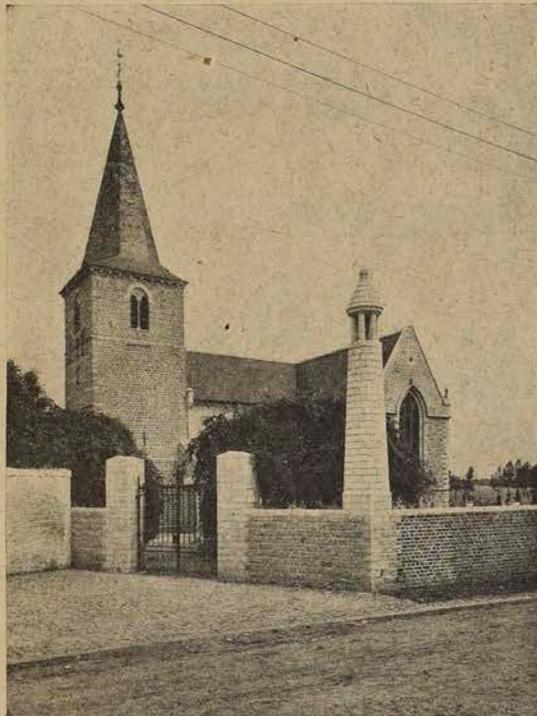
A l'intérieur, la découverte du niveau primitif a permis un tel abaissement du pavement que l'on imagine, en entrant, descendre dans une crypte, d'autant que cette impression est favorisée encore par l'éclairage discrètement aménagé. Des piliers lourds et trapus, tout à fait de l'époque, descendent directement jusqu'au sol ; la nef principale est à plafond horizontal, les deux bras du transept, ainsi que le chœur, ont récupéré leur forme cylindrique, mais aux lambris et charpentes en bois on a heureusement substitué des compartiments en matières incombustibles qui contribuent à donner à ce couvercle robuste, portant sur murailles appareillées en matériaux bruts, de coloration variée, un cachet impressionnant et mystérieux.

C'est dans ce cadre monumental, enveloppé d'une majesté séculaire, si heureusement transformé en nécropole, que s'étendent, légèrement inclinées, les dalles funéraires en pierre blanche sous lesquelles reposent 142 héros, connus ou inconnus, de la bataille de Hautem-Sainte-Marguerite. Ils s'alignent le long de la haute nef et du chœur, couchés dans la communauté de la sépulture et de la gloire, officiers ou simples soldats confondus, et l'épithaphe

uniformément libellée ne contient que les indications essentielles.

La décoration de la nécropole lui vient d'abord du merveilleux Christ triomphant, couronné sur sa croix, à la mode orientale, si rarement rencontrée, en nos pays. Le vainqueur de la mort associe à sa victoire ceux qui sont tombés pour la patrie. La décoration se complète par d'admirables vitraux, faits de ces verres américains dont les tons chauds et lumineux s'obtiennent par la diversité d'épaisseur de la matière vitreuse : dans le vitrail du chœur, le héros secoue son linceul, entre la Belgique et la Congolie, et monte dans la gloire ; dans les petits vitraux qui l'accompagnent apparaissent l'aïeule, l'ancêtre, l'orphelin du héros ; dans les vitraux du transept, la Paix s'épanouit sur le monde et la Guerre étale ses horreurs.

Ce fut dimanche dernier un grand et émouvant spectacle que



Ancienne église Saint-Pierre, à Grimde (Tirlemont), restaurée et convertie en nécropole pour la sépulture de 142 soldats tombés le 18 août 1914 à Hautem-Sainte-Marguerite.

l'inauguration de ce monument que nous nous sommes complu à décrire parce que, résultant de l'heureuse collaboration des autorités civiles et religieuses, il sort décidément de l'affreuse banalité du genre *mémorial* qui nous inonde, et revêt une noblesse, une grandeur digne de l'événement qu'il commémore, de la cause sacrée qu'il rappelle, des héroïques défenseurs de la patrie.

Après que Mgr de T'Serclaes, délégué par S. Em. le cardinal Van Roey, eut répandu sur les tombes les flots d'eau lustrale, d'encens et les prières liturgiques, des voix éloquentes se sont élevées qui ont interprété les sentiments de la foule. Le bourgmestre de Tirlemont, M. Jaeger, prenant possession de la crypte et en acceptant la garde, en a redit l'histoire, l'a décrite avec art et en a dégagé la pensée, la glorification des martyrs du devoir. M. Lippens, ministre, parlant au nom du gouvernement, a exalté le sacrifice de ceux qui s'immolèrent pour nous et adjuvé les bénéficiaires de leur geste sublime de s'en inspirer pour ne pas le rendre stérile par le lâche égoïsme, mais d'en assurer la fécondité par l'acceptation généreuse du devoir patriotique. Le général Giron, au nom du ministre de la Défense nationale, a rappelé, comme il sied à une si haute compétence, la part immense que la petite armée belge a prise dans les événements de la guerre mon-

diale et de son heureuse issue. Le général Guffens, qui était à Hautem, le 18 août 1914, en qualité de colonel, s'est fait l'organe des anciens combattants pour évoquer surtout l'union fraternelle qui régna pendant la guerre entre soldats des Flandres et soldats de Wallonie et qui fut cimentée sur les champs de bataille par l'effusion de leur sang, si bien mêlé qu'on n'en pourrait faire la dissociation.

C'est dans nos deux langues nationales que s'exprimèrent les orateurs, le dernier excepté, et l'auditoire, composé en partie du moins de parents des victimes aujourd'hui glorifiées, n'a pu se retenir, malgré l'imposante majesté du lieu et de la cérémonie, de ratifier par ses chaleureux applaudissements le noble langage de ses fidèles interprètes.

Ce même dimanche 19 courant, Visé célébrait ses martyrs, Tirlemont ses héros; Dixmude rassemblait le peuple flamand aux pieds de la grande stèle pour magnifier ses morts dans ce septième pèlerinage annuel.

Il est heureux que l'oubli n'étende pas son voile sur ce passé de gloire. Il importe que nous apprenions à l'école de nos morts les leçons toujours opportunes du courage, de la vigilance, du dévouement, de l'union, de l'attachement indissoluble à l'indivisible patrie.

Pour la sauvegarde de la paix, s'en remettre au hasard, à la chance, c'est folie. L'indépendance se défend par les armes et se perd par la lâcheté. L'heure idéale de la paix sonnera seulement quand les âmes seront refaites, abjurant leurs égoïsmes pour s'embrasser dans le Christ.

J. SCHYRGENS.

ROME

Le très important message de Sa Sainteté au peuple chinois

Traduction textuelle du télégramme envoyé par S. Em. le cardinal Gasparri à Mgr Constantini, délégué apostolique en Chine, pour qu'il en fasse la communication officielle aux évêques chinois.

Message de S. S. le Pape Pie XI aux Vénérables Frères et Révérendissimes Ordinaires de la Chine, aux Fils bien-aimés les prêtres et les fidèles de cette nation, et, par eux, à l'ensemble du grand et très noble peuple chinois.

Le Saint-Père, qui a suivi et qui suit avec un vif intérêt le cours des événements qui se déroulent en Chine et qui a été le premier à traiter la Chine, non seulement sur un pied d'égalité avec les autres peuples, mais qui lui a montré une véritable et très spéciale sympathie en consacrant de Sa main, à Rome dans la basilique de Saint-Pierre, les premiers évêques chinois, se réjouit vivement et remercie le Très-Haut de la fin de la guerre civile et Il fait des vœux pour que lui succède une paix durable et féconde, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, basée sur les principes de la charité et de la justice. Pour que cette paix se réalise, Sa Sainteté espère et souhaite que soient pleinement reconnus les aspirations légitimes et les droits d'un peuple qui est le plus nombreux du monde, peuple d'antique civilisation, qui a connu des périodes de grandeur et de splendeur et auquel est certainement réservé, s'il se maintient dans les voies de la justice et de l'ordre, un avenir magnifique.

Le Saint-Père veut que les Missions catholiques apportent leur contribution à la paix, au bien-être et au progrès de la Chine, et ce qu'Il écrivait dans sa lettre du 15 juin 1926 « *Ab ipsis Pontificatus primordus* » adressée aux Ordinaires de la Chine, Il le répète aujourd'hui, à savoir que l'Eglise catholique professe, enseigne et prêche le respect et l'obéissance aux Autorités légitimement constituées et qu'elle demande pour ses missionnaires et ses fidèles la liberté et la sécurité du droit commun.

Aux mêmes Ordinaires, Sa Sainteté recommande pour l'achèvement intégral de l'œuvre évangélique, d'organiser et de développer l'Action catholique, de manière que les fidèles catholiques de l'un et de l'autre sexe et spécialement les chers jeunes gens, par la prière, la parole et les œuvres, contribuent eux aussi, comme ils le doivent, au bien-être social et à la grandeur de leur patrie, faisant connaître de mieux en mieux les saints et salutaires principes de l'Evangile et aidant les Evêques et les Prêtres à répandre la Bonne Nouvelle et les bienfaits individuels et sociaux de la charité chrétienne.

Enfin, Sa Sainteté, exprimant à nouveau ses vœux et ses espoirs de paix et de prospérité pour la nation chinoise et suppliant Dieu de les exaucer abondamment, accorde à tous sa bénédiction paternelle et apostolique.

Quelques lignes de simples réflexions sur ce télégramme sensationnel.

Nous ne soulignerons pas une fois de plus l'audace de cette intervention du Saint-Siège, mû par un sentiment évangélique, inspiré par des principes religieux et poursuivant un but apostolique, dans une question politique pendante entre la Chine et la plupart des nations européennes. Comme tant de fois au cours de l'histoire, l'Eglise n'hésite pas à prendre position pour l'opprimé contre les oppresseurs, ceux-ci fussent-ils les plus redoutables puissances de ce monde.

Mais nous voudrions attirer l'attention des lecteurs de la *Revue catholique* sur l'insistance obstinée avec laquelle Rome ne cesse de rappeler sa doctrine pacifique de la soumission obligatoire aux autorités constituées, même lorsque celles-ci ne sont rien moins que chrétiennes, comme c'est le cas en Chine. Cette doctrine, avec la revendication qui en est la conséquence légitime, est exprimée dans un raccourci nerveux et lumineux par le télégramme que nous venons de traduire. L'Eglise catholique professe, enseigne et prêche le respect et l'obéissance aux Autorités légitimement constituées, et elle demande pour ses missionnaires et ses fidèles la liberté et la sécurité du droit commun. Lorsque le pouvoir politique ne fait pas profession de catholicisme, l'Eglise ne laisse pas pour autant de le reconnaître. Car bien qu'il soit obligatoirement subordonné à la morale chrétienne et les fins temporelles aux fins éternelles, cette subordination consciente et explicite n'est pas indispensable pour que l'Etat s'acquitte de façon suffisante de sa mission et serve convenablement le bien commun. Cette attitude de l'Eglise lui donne évidemment le droit de revendiquer la protection et l'aide généralement accordées et garanties par l'Etat aux citoyens et aux institutions privées. Position inexpugnable! Et elle est la plus conforme, la seule conforme à la nature suprême de l'Eglise. Celle-ci est un royaume qui n'est pas de ce monde. Elle ne dépend pas si directement et si absolument des conditions temporelles et politiques qu'elle doive exiger par tous moyens la convergence expresse de celles-ci vers sa fin surnaturelle et éternelle. Les partisans, démocrates ou antidémocrates, du Politique d'abord, ne doivent rien comprendre à cette plasticité de l'Eglise, qui s'accommode de tous les régimes et de tous les pouvoirs, sauf des pouvoirs directement et brutalement persécuteurs.

Notons également une autre insistance non moins remarquable, du Saint-Siège. Action catholique, Action catholique! Participation des laïcs et surtout des jeunes gens à l'œuvre propre de l'Eglise. Action catholique en pays de missions. Action catholique dans les vieilles sociétés chrétiennes où la vie évangélique est décadente et dégénérante. Action catholique pour la christianisation des peuples et Action catholique pour leur rechristianisation.

Les prêtres et les laïcs qui ne sont pas encore persuadés théori-

quement et pratiquement de l'importance et de l'obligation universelles de l'Action catholique n'ont plus aucun droit de se prétendre fidèles et dociles aux directives du Saint-Siège.

LOUIS PICARD.

FRANCE

Les jeunes écrivains devant la politique

De M. Robert Garric dans la Revue des Jeunes :

L'enquête que viennent de mener MM. Roger Giron et Robert de Saint-Jean sur *l'Attitude des jeunes écrivains devant la politique* (1) est intéressante à plus d'un titre : que de fois n'avons-nous pas entendu déplorer, depuis dix ans, un certain amoindrissement de l'esprit qui se faisait sentir dans les luttes civiques, une médiocrité, un désordre croissant dans les débats ! Que de fois n'a-t-on pas déploré que la nation, tout entière remise aux anciens chefs, aux chefs d'avant-guerre, n'ait pas vu se lever dans les jeunes générations quelques nouveaux chefs !

Qu'alliaient donc répondre ceux qui dans le pays ont depuis 1918 fait figure de chefs dans la jeune génération littéraire ?

Les deux enquêteurs sont assez avertis, ont l'esprit assez ingénieux et l'observation assez aigüe pour que le seul spectacle de ces écrivains, au cours de l'enquête, nous intéresse et nous retienne. Nous aimons à voir M. François Mauriac, à l'entendre expliquer avec beaucoup de pénétration, que la vérité du romancier étant faite de nuances et la vie politique de simplifications et de contrastes faciles, le romancier est peu à l'aise dans ce domaine étranger. Il le constate lui-même : « Chaque fois que j'ai tenté de rédiger un travail qui se rattache plus ou moins à la politique, j'ai été horriblement gêné. Je n'étais plus Mauriac, mais j'écrivais à la manière de Bainville ou de Romier. »

Il y a dans cette réponse de Mauriac tout un passage saisissant, où l'homme se révélant à plein, nous connaissons sa foi et sa passion. « Vous le savez, je suis catholique, profondément, passionnément. Sur ce terrain, je suis partisan. Au besoin, notez-le, je prendrai parti avec violence... Est-il besoin de vous dire que je ne puis plus voir la guerre déchirer les nations ? Mais je veux que chaque pays garde sa couleur et son accent particuliers. Jadis, il avait la chrétienté. Chaque peuple restait soi-même, et tous communiaient en Dieu... »

Ainsi entendons-nous parler chacun de ceux qui répondent à l'enquête, et apprenons-nous à les mieux connaître. C'est parfois un mot seulement, un détail, mais caractéristique, qui fixe notre souvenir. Jean Cassou regrette la Restauration, « Période d'humanisme européen » ; Tristant Derème imagine la lettre, de démission que, nommé ministre des Lettres, il écrit au président du Conseil, — et Pierre Dominique ainsi que Drien la Rochelle exposent les plans complets de Ligue ou de Club qu'ils ont fondé ou qu'ils voudraient fonder.

Première remarque, celle-là même sur laquelle reviennent les enquêteurs : la plupart des jeunes écrivains refusent le jeu pur et simple — contrairement à leurs prédécesseurs, ils refusent de s'occuper de politique. « La politique n'est pas mon département... Que l'Etat fasse ses affaires et me laisse faire les miennes. » Combien de fois n'avons-nous pas entendu ce refrain ?

C'est ainsi que Mauriac déclare : « Je ne suis pas du tout un animal politique. » Et Jean Cassou : « Les événements politiques n'ont pas d'importance. On a trop en France le préjugé de l'histoire. » On remarque dans la plupart des réponses le plus grand éloignement, et souvent le plus grand mépris pour les intrigues de la politique et ceux qui les mènent. Après quelques témoignages sceptiques ou découragés, il est bon de lire cette réponse de Massis, cette lettre ouverte aux auteurs de l'enquête, que les enquêteurs ont raison de tenir pour un véritable bastion. Il constate, lui aussi, rappelant le témoignage de Daniel Halévy, cette espèce de démission, ce refus devant l'événement et l'action. Il rappelle, en montrant aux écrivains, qu'entre méthodes d'action et méthodes de pensée il ne peut y avoir de divorce ; il y a nécessité

pour eux-mêmes et pour leur œuvre de ne pas s'écarter d'un combat où tant d'intérêts sacrés sont en jeu. « Nous le savons : tout est à relaire, tout est à recommencer. Il y a de nouveaux problèmes, il y a de nouveaux devoirs, ou plutôt ce sont les mêmes problèmes, les mêmes devoirs, mais ils se posent autrement : sous prétexte que les solutions qui nous furent offertes ont prouvé leur insuffisance ou lassé notre curiosité, ne cherchons pas à les éluder, mais d'abord à les bien voir. L'esprit, le puissant esprit, s'il est vivant, ne refuse aucun des services de la vie. »

Devant tant d'incertitudes, il conviendrait aussi d'étudier les causes de cette désaffection : nombreuses, complexes, elles ne se laissent pas saisir en une si courte étude ; certaines pourtant apparaissent dans quelques réponses : le spectacle de notre vie publique n'apparaît guère propre à exciter les enthousiasmes de ceux qui par vocation se sont donnés à l'art et à la pensée. « La république à cinquante ans passés, répond Pierre Dominique. Elle suscite peut-être moins d'enthousiasme qu'à vingt ans, et aussi elle a moins besoin d'être défendue. » Trop d'intrigues ont lassé des enthousiasmes qui ne demandaient qu'à naître et aussi cette persuasion, qui paraît entière dans toutes les réponses, que le système est vieux, qu'il y a peu de chose à faire avec lui, que c'est une immense besogne de recommencement qui s'impose. Et la grandeur de l'effort semble lasser avant même qu'on ait tenté la lutte.

Si cette lassitude est inquiétante et frappante, il faut aussi distinguer dans l'enquête quelques grandes affirmations et comme des lignes de force : les souligner, c'est faire apparaître dans cette diversité d'opinions une sorte d'unité des vouloirs.

Et tout d'abord, un dégoût universel des partis, un refus général d'y adhérer, tant leur médiocrité blesse. A dire vrai, c'est là peut-être le fait capital. On ne veut pas, on ne veut plus de ces classements arbitraires qui séparent les politiciens de ces combinaisons du moment, de ce vocabulaire même, si usé qu'il ne répond plus à rien. Droite et gauche, ces deux pôles entre lesquels oscillait notre politique française, les voici abandonnés à peu près par tous ceux auxquels s'adresse l'enquête. Etre *de droite*, cela signifiait : avoir en politique extérieure, en politique intérieure, en matière sociale et économique, sur les questions coloniales, pédagogiques, douanières, un système d'opinions liées et bien définies. Et de même quand on disait *de gauche*. Le malheur est que ces systèmes sont usés pour une génération nouvelle et craquent par tous les bouts. Librement, et sans se soucier des traditions de partis, chacun prend sur toutes ces matières des opinions dont il retrouve une part dans les partis de droite, une part dans ceux de gauche, et c'en est assez pour ne point vouloir laisser mutiler sa pensée.

Elle est encore de Pierre Dominique cette réponse aux vives arêtes : « C'est curieux comme certains hommes, et singulièrement les politiciens, croient avoir tout dit quand ils ont prononcé les mots de droite et de gauche. Notre première tâche sera de bannir ces termes de nos phrases. Ils n'ont plus aucun sens. Et nous méprisons ceux pour qui ils en ont encore : ce sont des fossiles. » « Je ne suis pas homme de parti, dit de son côté André Maurois, du moins dans la forme ou les partis existent en ce moment en France. »

Et c'est en somme d'une commune voix que les écrivains retrouvent le « conservatisme sans générosité le conservatisme plat », le radicalisme médiocre, l'opportunisme, et tout ce qui s'écarter de la vie pour se rapprocher de la formule stagnante ou du sectarisme.

Un autre mot revient aussi très souvent dans ces réponses : c'est celui de *réalisme*. Tous les auteurs déclarent la guerre au verbalisme, aux professions de foi vagues, toutes essaient de se rapprocher des choses et des hommes, d'un idéal pratique et constructeur.

Drien la Rochelle affirme : « La jeune droite renonce à servir le peuple, elle lui impose cette démonstration : qu'un patron vait mieux qu'un comité d'usine, une coopérative, dans un pays de coopérateurs, qu'une coopérative en face de l'Etat socialiste, d'un capitalisme d'Etat. »

Ces réalistes ont, comme on le pense, tourné les yeux vers ces pays anglo-saxons où leur paraissent fonctionner avec plus de régularité des institutions plus sages : mais avec quelle prudence ils énoncent leurs sympathies ou nuancent leurs jugements : par exemple, André Maurois, qui connaît bien la machine poli-

(1) Editions : Tendances.

tique anglaise, constate qu'elle fonctionne à peu près bien, tandis que la nôtre grince terriblement. Mais il sait aussi que les conditions des deux pays sont différentes, et nous le fait sentir, de façon complète et forte : « Ramsay Mac Donald, Lloyd George et Baldwin sont tous les trois des hommes qui jouent au golf, et qui le dimanche lisent l'Évangile dans l'église de leur village. Le résultat c'est que, bien que les partis existent, il n'y a pas entre eux d'oppositions sentimentales profondes. »

Tous ou presque tous veulent laisser une part à cette liberté, si essentielle au désir de la race, mais en la limitant, en tirant de la contrainte même une occasion de perfection et de vertu. Peu de déclarations qui ne soient tout à la fois contre un parlementarisme sans limite ou contre une dictature absolue. Herriot remarque que, pendant la guerre le succès n'est venu que le jour où il n'y a eu qu'un chef à l'intérieur : Clemenceau, et un chef aux armées : Foch. Personne qui ne sente qu'un certain ordre vivant doit venir régler toutes ces aspirations généreuses.

Pas de solutions extrêmes? Eh bien, non. Et c'est, je l'ayoue, ce qui me paraît la grande sagesse de ces réponses. Droite ou gauche, ce sont les termes qui ont perdu pour moi leur valeur; je ne puis être actuellement qu'à l'extrême-centre? Cet enthousiasme pour des solutions modérées, cette force d'adhésion à une solution juste, qui n'a pas pour elle le prestige de son absolu, n'est-ce pas ce qui domine présentement dans les aspirations de beaucoup, lorsqu'ils rêvent avec ténacité de sauver le pays?

Et c'est bien la solution qui réparaît, plus ou moins accentuée, avec l'accent de chacun, aussi bien dans la réponse abrupte et vive de Pierre Dominique, qui voit le péril et le tragique du temps, que dans la réponse nuancée d'André Maurois. « Je crois, écrit ce dernier, que le premier souci d'un grand homme d'Etat objectif devrait être de relaire l'unité de la France. » Conservatisme populaire, désir d'ordre traditionnel, et en même temps de progrès, souci de substituer aux oppositions de formule des rencontres d'hommes, voilà les thèmes qui reviennent au cours de cette enquête, tournissant ainsi de précieuses indications sur ce que pourra être demain.

ITALIE

Un projet de loi pour la protection efficace des bonnes mœurs

C'est en Italie qu'il vient d'être distribué aux parlementaires. On ne conçoit pas la distribution de pareil projet à des parlementaires fêrus de parlementarisme et de respect inconditionné pour l'opinion publique ainsi que pour la liberté du bien et du mal.

ARTICLE PREMIER. — Quiconque fabrique, imprime, reproduit, acquiert, détient, introduit sur le territoire de l'Etat ou met d'autre manière en circulation, dans le but d'en faire commerce ou distribution ou de les exposer publiquement, des écrits, dessins, imprimés, livres et publications de tout genre, images, manuscrits, emblèmes, photographies, films cinématographiques, disques gramophoniques et autres objets obscènes, est puni de six mois à trois ans de prison et de cinq mille à cinquante mille lires d'amende.

ART. 2. — Les peines édictées à l'article premier sont également applicables à celui qui fait commerce, même secret, des objets indiqués dans le même article, qui en favorise la circulation et le commerce par n'importe quel moyen de publicité, qui offre des spectacles dramatiques ou cinématographiques ou des auditions publiques contraires à la décence ou à la moralité publiques. Dans ce dernier cas, la peine est aggravée si le fait a été commis malgré l'interdiction des autorités.

ART. 3. — Par rapport à la loi pénale, sont considérés comme obscènes les imprimés, dessins ou objets quelconques qui offensent la décence ou la moralité publiques. Aux dessins, imprimés et objets obscènes sont assimilés tous ceux qui sous n'importe

quelle forme constituent une excitation à l'avortement et aux pratiques anticonceptionnelles.

ART. 4. — Il est interdit de remettre ou de montrer à des personnes ayant moins de dix-huit ans, sans la justification d'un motif d'étude, des peintures, des dessins, des photographies, des images, des livres ou autres objets indécents ou contraires en quelque façon que ce soit à la moralité et à la décence.

ART. 5. — (Cet article énumère quelques modalités du droit pénal concernant les inculpés.)

ART. 6. — Les patrons de l'Envre nationale pour la protection et l'assistance de la maternité et de l'enfance dénoncent les faits qui peuvent constituer un délit contre les lois sur le travail des enfants, la répression de la pornographie, de l'alcoolisme et des stupéfiants et en général contre les dispositions énoncées pour la sauvegarde de l'enfance et de la moralité publique.

ART. 7. — Auprès du ministère de l'Intérieur est constitué l'Office central de protection des bonnes mœurs, auquel sont confiées les fonctions résultant des accords internationaux et toutes celles requises pour la sauvegarde de la moralité publique.

ART. 8. — Dans les maisons de commerce, les échoppes ambulantes, les kiosques de journaux, les magasins de toutes sortes, il est interdit d'exposer, de vendre, de tenir en dépôt des écrits, imprimés, dessins, livres, objets de tout genre qui soient contraires à l'ordre national protégé par l'Etat ou injurieux à la dignité et au prestige de la nation ou des autorités, ou encore offensants pour la décence, la morale ou la religion de l'Etat. L'autorité locale de police secrète ordonne la saisie administrative de ces écrits, imprimés et objets. En cas de récidive, le transgresseur est puni par un mois au moins de prison, une amende de mille à dix mille lires et la suspension ou le retrait de son autorisation de la police.

ART. 9. — Quiconque, dans la chronique des événements ou dans leur illustration ou dans des insertions de publicité, expose ou met en relief des circonstances de nature à troubler la moralité des familles sera puni d'une amende de mille à cinq mille lires. La même peine est applicable à celui qui fait dans des journaux ou périodiques la chronique de faits immoraux ou de procès à huis clos ou de procès relatifs aux délits énumérés dans les articles 1 et 2.

ART. 10. — Les représentations dramatiques, musicales et chorégraphiques et les autres représentations théâtrales ne peuvent avoir lieu publiquement sans l'examen et l'approbation préalables d'une Commission installée au ministère de l'Intérieur. Cette Commission peut refuser le *Nihil obstat* pour des motifs de moralité publique.

ART. 11. — Les œuvres dramatiques et les représentations dont il est question dans l'article précédent ne peuvent être exécutées que si elles ont été préalablement communiquées au préfet de la province. Celui-ci peut les interdire pour raison d'ordre public et par une ordonnance motivée.

ART. 12. — Les autorités compétentes pour autoriser ou interdire les représentations dramatiques, musicales, chorégraphiques et autres productions théâtrales, décident également celles qui sont accessibles aux enfants et aux adolescents de moins de dix-huit ans.

ART. 13. — La Police secrète peut suspendre une représentation déjà commencée, lorsque les auteurs, dans leur jeu, leur habillement, la mise en scène, offensent la décence et les bonnes mœurs, ou lorsqu'ils donnent de l'œuvre représentée, une partie non approuvée par la Commission de révision ou par le préfet.